

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3603 - MERCREDI 23 OCTOBRE 2019

LUTTE CONTRE EBOLA

Un plan d'action transfrontalier commun adopté à Goma

Une réunion de haut niveau s'est tenue, le 21 octobre à Goma, dans la province du Sud-Kivu. Elle a regroupé les ministres de la Santé des deux Congo, de l'Angola, du Burundi, de la Centrafrique, du Rwanda, du Sud-Soudan, de l'Ouganda, de la Tanzanie et de la Zambie. Organisée par le ministère congolais de la Santé et le secrétariat technique du Comité multisectoriel de la riposte contre Ebola, cette réunion visait à développer un cadre de collaboration transfrontalière afin de mieux riposter contre l'épidémie et assurer un partage opportun des informations critiques pour une réponse rapide et un contrôle de la maladie.

Page 3



Une vue des participants à la reunion de Goma

ENVIRONNEMENT

Un accord de partenariat pour la gestion de la réserve de faune à okapis



Réserve de faune à okapis

La réserve, située dans le nord-est de la RDC, sera désormais gérée dans le cadre d'un nouvel accord de partenariat de gestion entre la Wildlife conservation Society (WCS) et l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), selon un communiqué de presse de WCS.

Dans le cadre de ce nouvel accord, WCS et l'ICCN ainsi que leurs partenaires espèrent faire retrouver à la réserve son ancien statut de classe mondiale, indique le communiqué. Ils prévoient de stabiliser davantage la réserve et les forêts environnantes, d'améliorer le bien-être et le fonctionnement de ses rangers ainsi que celui des communautés résidentes.

Page 4

INSÉCURITÉ DANS L'EST DE LA RDC

Le Mouvement des indignés interpelle le chef de l'Etat



Le sit-in du Mouvement des indignés

L'organisation qui se dit animée par le souci de voir se réaliser les actions déjà nobles du président de la République l'invite à mettre au centre de ses préoccupations la détresse des victimes de toutes les atrocités commises dans la partie est du pays, en instaurant une justice réparatrice et une reconnaissance au travers l'érection des mémoriaux à tous les endroits profanés.

Dans une lettre ouverte adressée au chef de l'Etat, le Mouvement des indignés note un déphasage entre les promesses qu'il a faites pendant la campagne électorale et les réalités de terrain. L'association est convaincue que la sécurité et la paix en RDC dépendront de sa volonté de renforcer l'armée en luttant contre l'impunité et l'affairisme en son sein.

Page 4

MINISTÈRE DES SPORTS

Le programme d'actions des cent premiers jours d'Amos Mbayo

Page 5

ÉDITORIAL

Absence

Nos deux quotidiens Les Dépêches de Brazzaville et Le Courrier de Kinshasa n'ayant pu être imprimés ces derniers jours dans notre atelier, seules leurs versions électroniques ont été accessibles pour les nombreux, très nombreux lecteurs qui parcourent chaque jour les pages de ces journaux. Nous en sommes d'autant plus désolés que nous ne sommes pas responsables de cette absence.

Si nous l'évoquons ici et maintenant, c'est, en effet, parce qu'elle illustre l'un des problèmes les plus graves auxquels se trouvent aujourd'hui confrontées les entreprises congolaises. Un problème qui tient au fait qu'il est devenu très difficile, pour ne pas dire impossible, de transférer hors du Congo, dans des délais raisonnables, les sommes nécessaires pour l'acquisition des produits de base dont dépend leur propre production.

Il s'agit, en ce qui nous concerne, du papier, des encres, des plaques, des blanchets, des solutions de mouillage qui permettent d'imprimer chaque nuit, sur notre rotative, les journaux que vous, lecteurs, pouvez ensuite acheter chaque matin dans la rue ou que vous recevez directement dans vos bureaux si vous êtes abonnés. Autant de matières premières dont l'acheminement vers le Congo est devenu pour nous un casse-tête puisque les banques ne peuvent plus transférer, dans un délai raisonnable, les sommes nécessaires vers leurs producteurs ou leurs vendeurs en Europe, en Asie et ailleurs.

Ce à quoi nous assistons dans le moment présent n'est pas autre chose que l'asphyxie financière d'une économie qui repose pour une large part, comme toutes les autres économies de la planète, sur les échanges avec le monde extérieur. Une asphyxie qui a d'ores et déjà des conséquences dramatiques sur les activités nationales et donc l'emploi, le commerce, la croissance, bref la vie individuelle et collective de la nation congolaise.

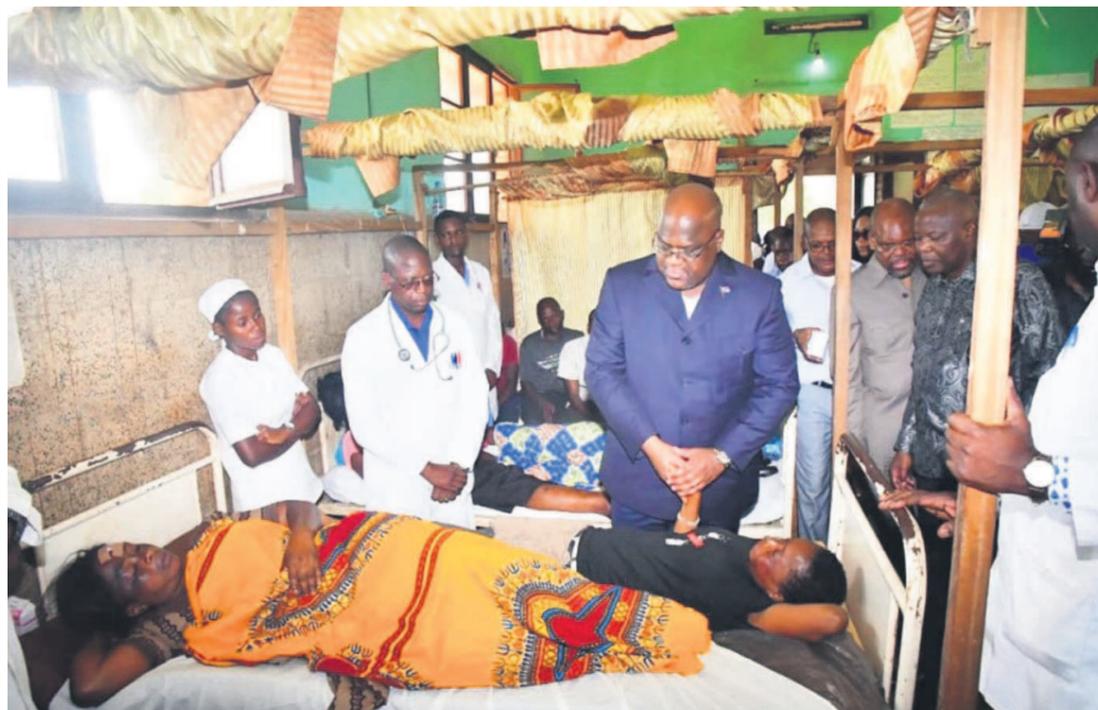
Disons-le nettement : il est temps qu'au plus haut niveau de la sphère gouvernementale soit enfin prise la véritable mesure du danger que recèle l'impossibilité de payer, dans un délai raisonnable, les fournisseurs des entreprises congolaises, mais aussi d'envoyer aux collaborateurs qui travaillent hors du pays les sommes qui leur sont dues. Urgence absolue, nous en sommes tout à la fois témoins et victimes !

Le Courrier de Kinshasa

ACCIDENT DE MBANZA NGUNGU

Félix Tshisekedi au chevet des blessés

Le chef de l'Etat a instruit le ministre de la Solidarité nationale de prendre en charge les blessés et de réserver un enterrement digne aux personnes décédées, après une concertation avec le gouvernement provincial du Kongo central.



Le président Felix Tshisekedi au chevet des blessés de l'accident de Mbanza Ngungu

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tsilombo, s'est rendu, le 21 octobre, dans le Kongo central pour s'enquérir du drame survenu la veille dans cette partie du pays, théâtre d'un grave accident de circulation à hauteur de Mbanza Ngungu. Le chef de l'Etat, qu'accompagnaient son épouse ainsi que quelques membres du gouvernement dont le ministre de la Solidarité nationale, Stève Mbikayi, a visité le lieu du drame. Après avoir reçu les explications nécessaires sur le déroulé du scénario catastrophe, il

est allé reconforter les blessés pris en charge à l'hôpital de Nsona Nkulu.

Déjà dimanche dans la soirée, le président de la République avait, dans un communiqué signé par son directeur de cabinet, présenté ses condoléances les plus attristées aux familles éprouvées. Il a, par la même occasion, instruit le gouvernement central, en collaboration avec le gouvernement provincial du Kongo central, de prendre en charge les blessés et de réserver un enterrement digne aux personnes décédées.

Pour rappel, un bus de marque Tata, en provenance du marché frontalier de Lufu, avec à son bord plusieurs dizaines de commerçants et leurs marchandises, avait terminé sa course dans la nature, le 20 octobre, à la descente de la montagne Dilombele, à la bifurcation qui mène vers la cité de Nkamba. Le bilan de l'accident, une trentaine de morts et dix-huit blessés dont certains se trouvent dans un état critique. D'après les témoins, c'est la défaillance du système de frein qui en serait la cause.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service)

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé / Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengutu Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SANTÉ PUBLIQUE

Une réunion de haut niveau des ministres de tutelle se penche sur Ebola

La rencontre s'est tenue, le 21 octobre à Goma, dans la province du Sud-Kivu. Elle a regroupé les ministres de la Santé des deux Congo, de l'Angola, du Burundi, de la Centrafrique, du Rwanda, du Sud-Soudan, de l'Ouganda, de la Tanzanie et de la Zambie.

Les assises ont été organisées par le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC), à travers son ministère de la Santé et le secrétaire technique du comité multisectoriel de la riposte à la maladie d'Ebola, en partenariat avec le Centre africain de prévention et de lutte contre les maladies et l'Organisation mondiale de la santé. Elles ont servi de cadre aux ministres de la Santé de neuf pays frontaliers de la RDC de se mettre d'accord sur des mécanismes de coordination, de collaboration et de communication transfrontalières, se convenir d'un plan d'action transfrontalier commun pour la préparation et l'intervention en cas d'urgence et adopter un accord de partage de données en temps opportun axé sur Ebola et d'autres menaces pour la santé publique qui préoccupent les pays participants. La mise en place d'un cadre

de concertation entre la RDC et les pays voisins permettra de mener une lutte commune pour venir à bout de cette maladie qui a causé la mort de plus de deux mille personnes. Cet outil de collaboration transfrontalière vise également à mieux se préparer et répondre à l'épidémie d'Ebola, déclarée dans la partie est de la RDC depuis le 1er août 2018, ainsi qu'à assurer un partage opportun des informations critiques pour une réponse rapide et un contrôle de cette maladie.

Le vice-ministre de la Santé de la RDC, Albert Mpeti Biyombo, qui a ouvert cette rencontre, a affirmé que cette dixième épidémie est désormais sous contrôle grâce aux efforts du gouvernement et de ses partenaires, y compris l'engagement progressif de la communauté.

« Le gouvernement de la RDC, conscient du risque de la propagation de cette épidémie à travers ses voi-



Des participants à la réunion

sins, pays du Grand Lac et le monde entier, a adopté un certain nombre de stratégies, conformes au règlement sanitaire international adopté en 2005 (RSI 2005), parmi lesquelles le renforcement de la surveillance sanitaire transfrontalière, le partage d'informations et les actions communes de santé publique qui nécessitent l'implantation des mécanismes de coordination et de collaboration transfrontalière », a déclaré le vice-ministre de la Santé.

Plusieurs activités postérieures à cette réunion ministérielle seront organisées, notamment l'élaboration d'un plan d'action pour la coordination et la collaboration et d'une plate-forme technique sur le Web pour le partage d'alertes et de données sur les maladies cibles. A l'issue de ces assises, la RDC et ses neuf pays voisins ont approuvé un cadre commun visant à renforcer la collaboration transfrontalière en matière de préparation et de réponse à la maladie à virus Ebola et autres épidé-

mies. Ces assises sont articulées autour des résultats de la réunion technique qui s'est tenue, du 14 et 15 août dernier toujours à Goma, sur le partage des expériences et la mise en place des mécanismes visant l'amélioration de la collaboration transfrontalière en matière de préparation et d'intervention d'urgence, particulièrement de la maladie à virus Ebola avec comme recommandation l'engagement et l'approbation des hauts dirigeants au niveau ministériel.

Blandine Lusimana

SALUBRITÉ

La commune de Matete évalue le lancement de l'opération « Kin bopeto »

Le bourgmestre et son adjoint ainsi que toutes les représentants des forces vives de la municipalité se sont réunis, le 22 octobre dans la salle de réunion de la maison communale, pour relever les forces et les faiblesses de la campagne d'assainissement de la ville de Kinshasa, lancée le 19 octobre par le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, et envisager les perspectives.

Devant les chefs de quartier et de rue ainsi que les coordinateurs de l'opération « Kin bopeto » de chaque quartier, le Comité local de développement de Matete, le Conseil communal de la jeunesse, les confessions religieuses et plusieurs jeunes volontaristes de la commune, le bourgmestre Anto Longange a remercié tous ses administrés pour leur mobilisation, le jour du lancement de « Matete bopeto », la version locale de « Kin bopeto », pour la réussite de cette opération qui se veut pérenne et non ponctuelle. Relevant les points négatifs lors du lancement de cette opération, il a été souligné les difficultés d'évacuation des immondices collectées à cette occasion, susceptibles

de décourager les bonnes volontés engagées pour la cause. Aussi les participants à la réunion ont-ils demandé aux autorités urbaines de disponibiliser les engins nécessaires pour cette évacuation afin d'éviter de faire du surplace.

Pour sa part, le bourgmestre Anto Longange a recommandé aux chefs de quartier d'impulser cette opération dans leurs différentes entités au lieu de s'agglutiner derrière l'autorité municipale, exhortant tout le monde à s'y impliquer, dans le cadre d'une participation citoyenne.

« L'assainissement est l'affaire de tous. Bien que les matériels venant de l'autorité urbaine devraient normalement suivre, une prise en charge collective

doit être de mise, avec nos Matete. Il a également pré-



Le bourgmestre, sur le terrain, lors du lancement de « Kin bopeto » à Matete

propres moyens », a souligné le premier citoyen de

considé une sensibilisation accrue par tous et surtout par

les relais communautaires et les comités locaux de développement afin d'amener la population à avoir des automatismes de balayer quotidiennement la devanture des parcelles et faire le travail communautaire chaque samedi de 8h à 11h.

A l'issue de la rencontre, il a été convenu de commencer le curage des caniveaux en aval et en suite remonter. Le bourgmestre a prévu une descente sur le terrain pour plus de précision. « Certaines associations, telles que les Innovateurs de la patrie, ont promis de disponibiliser plus de cinquante personnes volontaires pour le 26 octobre, dans le cadre de ce « Salon hebdomadaire ».

Les différentes propositions et interventions ont permis au bourgmestre et à son adjoint ainsi qu'à tous les forces vives de Matete d'avoir une vue claire de ce qui se fera à l'avenir.

Lucien Dianzenza

INSÉCURITÉ DANS L'EST DE LA RDC

Le Mouvement des indignés interpelle le chef de l'Etat

L'organisation, qui se dit animée par le souci de voir se réaliser les actions déjà nobles du président de la République, l'invite à mettre au centre de ses préoccupations la détresse des victimes de toutes les atrocités commises dans la partie est du pays, en instaurant une justice réparatrice et une reconnaissance au travers l'érection des mémoriaux à tous les endroits profanés.

Dans une lettre ouverte adressée au président de la République, le 19 octobre 2019, en tant que premier citoyen indigné de la situation sécuritaire du pays, le Mouvement des indignés affirme constater « un déphasage entre les promesses » qu'il a faites pendant la campagne électorale « et les réalités de terrain ».

Ce mouvement note, en effet, qu'en dépit du sit-in organisé le 16 septembre dernier pour exiger le départ du pays de la Mission onusienne (Monusco), qu'il accuse d'avoir échoué dans ses objectifs, le chef de l'Etat congolais a décidé de la maintenir. « Le Mouvement des indignés de la



Le sit-in du Mouvement des indignés

situation sécuritaire a été surpris par votre souci de maintenir cette coquille vide en ce que vingt ans après, près de vingt milliards de dollars sont gaspillés juste pour observer comment on tue les Congolais », a-t-il fait observer à l'endroit du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi.

La Monusco, selon les Indignés, doit partir de la République démocratique du

Congo (RDC), afin de laisser place à « une force neutre d'intervention rapide pour éradiquer l'insécurité ». Ce mouvement se propose même d'apporter sa contribution au président de la République pour lui soumettre un projet de résolution en remplacement de la mission onusienne.

Les Indignés se disent convaincus que la sécurité et la paix du pays dépen-

dront de la volonté du chef de l'Etat de renforcer l'armée, en luttant contre l'impunité et l'affairisme en son sein. A cet effet, d'ailleurs, ils lui rappellent ses promesses, dans la plupart de ses allocutions, de mettre l'homme congolais en avant plan de son programme politique, une volonté qui rejoint l'esprit de l'article 16 de la Constitution de la RDC.

« Mourir pour la paix, c'est

d'abord effectuer la purge au sein de l'armée en sanctionnant les officiers affairistes. C'est également radier tous ces étrangers qui pullulent dans l'armée et qui constituent un véritable obstacle pour la paix, surtout à l'est. C'est aussi non seulement changer le commandement à la base mais surtout le faire au sommet. C'est, enfin, déclarer la fermeture et la fin de coopération avec les pays agresseurs mieux connus, le Rwanda et l'Ouganda, jusqu'au rétablissement total de la paix en RDC », a écrit le Mouvement des indignés au chef de l'Etat.

« Nous sommes convaincus que le peuple congolais, s'appropriant ce besoin de sécurisation et de paix, ne manquera pas de vous accompagner dans votre volonté affichée », a-t-il fait savoir, plus indigné encore de constater que les tueries se sont poursuivies dernièrement à Beni, le matin même de l'arrivée du président de la République.

Lucien Dianzenza

ENVIRONNEMENT

Un accord de partenariat pour la gestion de la réserve de faune à okapis

L'aire protégée, située dans le nord-est de la République démocratique du Congo, sera désormais gérée dans le cadre d'un nouvel accord de partenariat de gestion entre la Wildlife conservation society (WCS) et l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), selon un communiqué de presse de WCS.

WCS, l'ICCN et leurs partenaires espèrent, dans le cadre du nouvel accord de partenariat de gestion, faire retrouver à la réserve son « ancien statut de classe mondiale », a déclaré WCS dans son communiqué. Les différentes parties prévoient de stabiliser davantage la réserve et les forêts environnantes, d'améliorer le bien-être et le fonctionnement de ses rangers ainsi que celui des communautés résidentes.

« L'ICCN ne dispose ni des fonds ni de l'expertise pour gérer efficacement leurs aires protégées et conclut des partenariats publics privés pour la plupart de ses aires protégées. La structure de cogestion de la réserve faunique d'okapis devrait apporter les ressources financières indispensables et une efficacité accrue des opérations et attirer un leadership doté d'une expertise en matière d'application de la loi », a déclaré John Lukas, cofondateur du projet de conservation okapis, géré par l'ONG

Wildlife conservation global, cité par news.mongabay.com. « Nous serons responsables de l'éducation à la conservation, des relations et de l'assistance communautaires, des groupes de femmes, de l'agroforesterie, de la gestion des okapis et du piégeage avec une caméra afin de susciter l'intérêt pour la faune sauvage de la réserve faunique d'okapis. Nous avons soutenu les rangers et leurs efforts de patrouille jusqu'à présent et nous allons transférer cette responsabilité à WCS dès que les fonds seront disponibles », a poursuivi John Lukas.

Les communautés locales ne font pas partie de la structure de l'accord officiel, a déclaré John Lukas, mais elles seront consultées à mesure que les détails de la gestion deviendront plus clairs. « Nos éducateurs sont fondés autour de la réserve et interagissent régulièrement avec les communautés et feront part de leurs préoccupations à l'unité de gestion de la réserve », a-t-il ajouté.



La réserve de faune à okapis

Les menaces qui pèsent sur la réserve se sont multipliées au cours des dernières années, mais l'une des plus immédiates, auxquelles les équipes de gestion espèrent s'attaquer, est l'exploitation illégale de l'or.

La maladie d'Ebola, une autre menace

Par ailleurs, les équipes de la réserve sont actuellement aux prises avec une épidémie d'Ebola à Mambasa, à 70 km d'Epulu, où se trouve le siège de la réserve. Cela a rendu difficile le déplacement du personnel dans la région, a indiqué John Lukas. Malgré les défis, la conservation

de la réserve de faune à okapis est cruciale, estiment les écologistes.

La réserve de faune à okapis, qui s'étend sur environ 13 700 km² de la forêt tropicale d'Ituri, abrite non seulement cette espèce animale, plus proche parent vivant de la girafe, mais également plus de cent espèces de mammifères, y compris d'importantes populations d'éléphants de forêt et de chimpanzés, et près de quatre cents espèces d'oiseaux enregistrés. Patrimoine mondial de l'Unesco, la réserve est habitée par des populations nomades traditionnelles de Pygmées Mbuti et de

chasseurs Efe et occupe environ un cinquième de la forêt d'Ituri au nord-est du pays. Le bassin du fleuve Congo, dont la réserve et la forêt font partie, est un des plus grands systèmes de drainage d'Afrique.

La réserve de faune abrite des espèces menacées, de primates et d'oiseaux et environ cinq mille okapis, sur les trente mille vivant à l'état sauvage. Elle possède également des sites panoramiques exceptionnels, dont des chutes sur l'Ituri et l'Epulu.

Mais cette réserve a également été frappée par des activités illégales de chasse, d'exploitation forestière et minière, et attaquée par des bandes de groupes armés. En 2012, par exemple, une attaque brutale perpétrée par des groupes armés à son siège a tué six personnes et quatorze okapis en captivité, maintenus sur place en tant qu'ambassadeurs de l'espèce auprès de la communauté locale. Au cours des vingt-cinq dernières années, le nombre d'okapis aurait diminué de près de 50%, ce qui aurait valu à l'espèce d'être classée sur une liste rouge d'espèces en voie de disparition de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Patrick Ndungidi

MINISTÈRE DES SPORTS

Amos Mbayo annonce son programme d'actions des cent premiers jours

Administration des sports, mouvement sportif national, infrastructures, équipements sportifs, loisirs, coopération, sont les cinq axes du programme d'actions du nouveau gestionnaire des Sports en République démocratique du Congo (RDC) pour ses premiers cent jours à la tête de ce département.

Le ministre des Sports, Amos Mbayo Kitenge, a présenté son programme d'actions, le 21 octobre, dans un hôtel de Kinshasa, en présence de plusieurs personnalités nationales, des ambassadeurs et animateurs des mouvements sportifs. Ce programme est axé sur cinq points majeurs, à savoir l'administration des sports, le mouvement sportif national, les infrastructures, les équipements sportifs, les loisirs et la coopération.

Aussi a-t-il promis de restaurer l'administration en la rendant efficace et performante, et la pourvoir en matériel informatique et d'un charroi automobile. Il am-



Amos Mbayo, ministre des Sports de la RDC

tionne d'accorder des primes additionnelles aux agents et de redynamiser le centre de médecine des sports.

Amos Mbayo va également réorganiser le mouvement sportif à travers les fédérations, au regard des textes et règlement qui

les régissent et celles-ci seront dans l'obligation de résultat. En fils maison (il a été athlète et dirigeant sportif), il va aller en guerre contre les violences dans les sports qui sont une école de discipline et loyauté.

A propos des infrastructures,

Amos Mbayo s'est engagé à s'impliquer fermement dans la construction des stades dans les chefs-lieux de provinces, inaugurer et homologuer les trois stades modernes, précisément celui de Likasi, dans la province du Haut-Katanga; à Kolwezi, au

Lualaba; et Kalemie, dans la province de Tanganyika.

Le nouveau ministre des Sports a aussi évoqué le début imminent de LA construction du Palais des Sports à Kinshasa et la poursuite des travaux de terrains municipaux. Au cours de ses cent premiers jours, il envisage de mettre sur pied une commission pour l'élaboration de l'avant-projet de loi régissant les loisirs en RDC, l'étude et la proposition d'une mise en place d'un secrétariat général des Loisirs. Enfin, le patron des Sports congolais compte établir des contacts solides au niveau national et à l'étranger pour un partenariat équitable dans ce domaine. Même si ces cent jours pourraient ne pas suffire pour la réalisation de l'ensemble de ce programme d'actions, cependant, l'opinion sportive nationale attend beaucoup plus voir sa volonté de le matérialiser.

Martin Engimo

FOOTBALL

La semaine des Congolais en Europe et en Amérique

Les joueurs originaires de la République démocratique du Congo (RDC) ont été actifs dans leurs clubs respectifs, le week-end dernier, en Europe et dans le championnat nord-américain, la Major League Soccer.

En Angleterre, l'actuel capitaine des Léopards, le latéral gauche Arthur Masuaku, n'a pas empêché la défaite (zéro but à deux) de Westham face à Everton lors de la 9e journée. Banningime est resté sur le banc d'Everton. Westham est huitième avec douze points.

En D2 anglaise, Neeskens Kebano a fait sa première apparition cette saison avec Fulham défait par Stoke City par zéro but deux. L'ancien joueur de Paris Saint Germain et Genk a disputé les sept dernières minutes de la partie. C'est à croire que sa prestation en sélection congolaise (matchs contre l'Algérie et la Côte d'Ivoire) lors de la trêve internationale l'a boosté. Occupant la 13e position avec dix-huit points en Championship anglaise, Fulham affronte ce 13 octobre Luton Twon où évolue Roddock Mpanzu.

Au Portugal, notons le premier but de la saison de Chancel Mbemba avec Porto large, victorieux de Coimbroes par cinq buts à zéro au troisième tour de la Coupe de ce pays. Mbemba n'avait plus marqué depuis trois saisons. Son dernier but, date de son passage

à Newcastle en D2 anglaise, victoire face à Barnsley (trois buts à zéro). Depuis son arrivée à Porto, il n'a disputé que douze matchs.

En Allemagne, Marcel Tisserand a été titulaire lors du jeu égal entre Wolfsburg et Leipzig (un but partout pour le compte de la 8e journée de la Bundesliga). Wolfsburg est deuxième avec seize points et affrontera Augsburg à la prochaine journée.

En France, le néo-international Samuel Moutousamy a joué toute la rencontre lors de la défaite de Nantes sur le terrain de Metz, dans le cadre de la 10e journée de la Ligue 1. Kayembe est resté sur le banc nantais. Gaël Kakuta a tenu sa place de dépositaire de jeu pendant le match nul d'Amiens sur le terrain de Nîmes. Son coéquipier Chadrac Akolo n'était pas sur la feuille de match. Titulaire et ayant joué toute la rencontre, Glody Ngonda a été solide dans le flanc gauche de Dijon qui a imposé un nul de zéro but partout à Lyon. Stephy Mavididi a, lui aussi, été titulaire dans les rangs des Dijonnais.

En Belgique, Dieumerci Mbo-



Marcel Tisserand

kani a été buteur avec Antwerp malgré la défaite d'Antwerp à Malines (un but à trois) en 10e journée. Jordan Botaka a lui également tenu sa place, lors de la défaite de Saint-Trond face à Anderlecht (quatre buts à un). Albert Sambu Lokonga a joué toute la rencontre dans les rangs d'Anderlecht et Edo Kayemba a fait son apparition à la 63e mn chez les Mauves. Balikwisha est resté sur le banc du Cercles de Bruges battu à domicile par Charleroi sur la marque de zéro but à trois. Paul-José Mpoku et Samuel Bastien ont pris une part active au cours de la victoire (un but à zéro) du Standard de Liège sur Genk. Bastien a du reste été l'unique buteur à

la 84e mn. Du côté de Genk, Dieumerci Ndongala a fait son apparition sur l'aire de jeu à la 81e mn, alors que Théo Bongonda a joué toute la rencontre.

En Turquie, le latéral gauche Fabrice Nsakala a joué tout le match sanctionné par la lourde victoire d'Alanyaspor (zéro but à six) à domicile face à Genclerbirliği SK pendant la 8e journée. Alanyaspor reste toutefois leader du championnat malgré cette déconfiture avec dix-sept points. Wilfried Moke a lui aussi joué toute la rencontre lors du match nul de MKE Ankaragucu face à Beşiktaş (zéro but partout). Moke et son club sont 13es au classement avec neuf points.

Titulaire lors du succès de Galatasaray face à Sivasspor (trois buts à deux), Christian Luyindama a été remplacé à la 75e mn. A la Major League Soccer, le latéral gauche Chris Mavinga a été titulaire pendant la victoire obtenue suite aux prolongations de Toronto face à DC United par cinq buts à un. Il a été remplacé à la 101e mn, au moment où son club menait déjà par cinq buts à un. A la fin du temps réglementaire, les deux équipes étaient à un but partout. Portland Timbers, du défenseur Larrys Mabiala, a perdu en déplacement face à Real Salt Lake par un but à deux. Le Congolais a joué toute la rencontre.

Martin Engimo

NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

la RDC trop « lourde » pour amorcer le virage électronique

Le retard accumulé ne permet pas d'envisager des solutions profondes dans un pays qui poursuit rapidement sa transformation numérique. Pourtant, un domaine stratégique et en pleine croissance comme le commerce électronique s'y impose progressivement mais de nombreuses contraintes à surmonter existent pour passer à la vitesse supérieure.

La République démocratique du Congo (RDC) vit indiscutablement dans l'ère du digital, des applications Smart et des réseaux sociaux. Aussi certains experts imaginent-ils des solutions digitales pour assurer, par exemple, la distribution rapide des produits d'assurance après la libéralisation du secteur en mars 2015. Mais, insistent-ils, rien ne peut se faire sans une réelle flexibilité réglementaire et juridique dans ce secteur.

En effet, il est clair que la loi congolaise doit commencer par reconnaître les transactions numériques. Pour éviter de se confronter à la rigueur de la loi, d'autres experts recommandent tout simplement la prudence et l'utilisation des courtiers ou des banques bien implantées localement qui devront, bien entendu, être reconnus également par l'Autorité de régulation et de contrôle des assurances.

Le débat reste ouvert sur les opportunités réelles du numérique pour le pays dans tous les aspects de la vie nationale. Dans l'une de nos dernières livraisons, nous faisons état de la présentation par le président Félix Tshisekedi d'un plan national du numérique qui devrait accompagner certaines actions fortes du gouvernement de la République, notamment la lutte contre la corruption. Au regard de son ampleur à

Kinshasa et dans les autres grandes villes du pays, le commerce électronique devient un véritable phénomène dans le pays. A ce niveau, des problèmes de plusieurs ordres se posent dans son développement, entre autres, la notion de confiance indispensable dans un commerce virtuel. Par la suite, le pays doit suffisamment roder son mécanisme de paiement en mettant en place des Gateway de paiement électronique pour sécuriser la transaction. Par ailleurs, un minimum de réglementation s'impose pour empêcher les diffé-

rentes formes d'abus de part et d'autre (conditions de vente de biens et fournitures de services à distance par voie électronique, mise en ligne des services sécurisés, etc.).

Enfin, il est difficile d'envisager un quelconque développement de ces activités sans un minimum de connaissances. D'où il convient de songer à un véritable apprentissage de la population pour intégrer des nouvelles habitudes dans son quotidien. Il n'empêche que la fourniture d'internet reste un paramètre incontournable dans ces défis à relever.

Laurent Essolomwa

ADIAC

www.adiac.tv

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo

SÉNÉGAL

Khalifa Sall se replace sur l'échiquier politique

Trois semaines après avoir retrouvé la liberté au terme de deux ans et demi de prison à la faveur d'une grâce du président Macky Sall, dont il est l'un des principaux opposants, l'ex-maire de Dakar a assuré, le 21 octobre, être « déterminé » à poursuivre son « engagement politique ».

« Je vous retrouve encore plus déterminé », a déclaré l'ancien maire devant quelques centaines de militants et cadres de son parti ainsi que de très nombreux journalistes, dans une salle d'un centre de conférence de la capitale sénégalaise. « Je poursuis mon engagement politique », a-t-il ajouté, alors que la grâce présidentielle n'a pas effacé sa condamnation et le laisse privé de ses droits civils et politiques, l'empêchant de briguer un mandat électif. Evoquant sa vie en prison, il l'a qualifiée d'une « épreuve faite de privations et de sacrifices », affirmant y avoir « puisé une énergie nouvelle ». Khalifa Sall avait été écroué en mars 2017 puis condamné en

2018 à cinq ans de prison après avoir été reconnu coupable du détournement d'environ 2,5 millions d'euros sur les caisses de la ville. Des accusations qu'il a toujours niées. Quant à la condamnation dont il fait l'objet, elle l'a empêché de se présenter à l'élection présidentielle de février dernier, remportée au premier tour par Macky Sall, au pouvoir depuis 2012.

« Je vous retrouve encore plus déterminé »

A sa sortie de prison, Khalifa Sall avait été accueilli en triomphe par des milliers de personnes, le 29 septembre. Depuis lors, il a consacré son temps à des visites

privées, rencontrant notamment plusieurs leaders traditionnels ou musulmans.

Agé actuellement de 63 ans, l'ex-maire de Dakar affichait ses ambitions, une fois parvenu à la tête du pays, dans des domaines tels que l'emploi, les soins de santé et l'éducation. Il souhaitait une « nouvelle orientation » fondée sur une « économie dynamique, diversifiée, inclusive et portée par le secteur productif national et par le secteur privé sénégalais ». De plus, Khalifa Sall prônait aussi la « transparence dans la gestion des ressources publiques », le respect de la « séparation des pouvoirs » et « l'indépendance de la justice ».

Nestor N'Gampoula



Khalifa Sall

TRANSPORT MARITIME

Total se dotera d'un navire ravitailleur

En février 2020, le groupe pétrolier français se fera livrer son premier grand navire-citerne de gaz naturel liquéfié (GNL) pour approvisionner des navires commerciaux.

Le groupe prévoit déjà de ravitailler les navires de la société française de transport maritime CMA-CGM, pendant au moins dix ans, via le nouveau navire.

Long de 135 m avec une capacité de stockage de 18 600 m³, le bâtiment réalisé par le constructeur chinois Hudong-Zhonghua Shipbuilding est conforme à la décision de l'Organisation maritime internationale de limiter considérablement la teneur en soufre des combustibles marins à partir de 2020.

Les navires commerciaux qui fonctionnent au GNL permettent de réduire considérablement les émissions globales de la marine marchande, avec une diminution des émissions de soufre et des particules fines de 99 %, d'oxyde d'azote de 85 % et de gaz à effet de serre d'environ 20 %. « Le développement de ce type de navire est essentiel pour permettre au GNL de devenir un combustible marin largement utilisé », souligne Momar Nguer, président de Total marketing et services.

Josiane Mambou Loukoula

BOTSWANA

Le pays aux urnes pour des élections générales très disputées

Les Botswanais votent, ce 23 octobre, pour des scrutins d'une âpreté inédite dans l'histoire de leur pays considéré de longue date comme une des démocraties les mieux assises du continent africain.

Contre toute attente, l'ancien président du pays, Ian Khama, a secoué la vie politique locale jusque-là bien rangée, en prenant la tête d'une fronde contre son successeur, Mokgweetsi Masisi, qu'il avait pourtant installé dans son fauteuil.

Un an après avoir rendu les rênes du pays, Ian Khama a claqué, en mai, la porte du Parti démocratique du Botswana (BDP), accusant Mokgweetsi Masisi de dérive autoritaire.

La querelle a pris des proportions telles qu'elle fragilise la position électorale du BDP, qui dirige ce pays riche en diamants et en éléphants sauvages depuis son indépendance en 1966.

Le parti au pouvoir a réalisé le plus mauvais score de son histoire aux élections générales de 2014, tombant sous la barre symbolique des 50% des suffrages. Son principal rival de l'opposition, la Coalition pour un changement démocratique (UDC), espère en tirer profit dès mercredi.

« C'est l'élection la plus disputée à laquelle il nous a été donné d'assister », a résumé l'analyste économique Keith Jefferies. « On peut en attendre quelques surprises, jusqu'à une défaite du BDP ».

« Le scrutin sera serré, la balance peut pencher d'un côté comme de l'autre », a confirmé l'analyste Peter Fabricius, de l'Institut sud-africain pour les études de sécurité (ISS).

Ian Khama n'a pas ménagé sa peine pour nuire à son ancien



parti, y compris en appelant publiquement à voter pour l'UDC et ses candidats dans plusieurs régions du pays.

Fils du cofondateur du BDP et premier président du pays, Setse Khama, l'ancien chef de l'Etat a gardé de puissants alliés au sein du parti et une incontestable influence dans le pays, notamment dans sa région dont il est un des chefs traditionnels. Les divergences entre Ian Khama et Mokgweetsi Masisi sont apparues au grand jour peu de temps après la passation de pouvoir entre les deux hommes, en avril 2018.

« C'est l'élection la plus disputée à laquelle il nous a été donné d'assister »

Raz-de-marée électoral

Ian Khama avait alors démissionné au profit de son vice-président, en vertu de la Constitution du Botswana, qui limite le mandat de ses présidents à dix ans maximum.

Très vite, Mokgweetsi Masisi s'est affranchi de l'héritage de son prédécesseur, grand dé-

fenseur de l'environnement, notamment en levant l'interdiction de la chasse aux éléphants sauvages, dont le Botswana est le principal sanctuaire africain.

Dans un entretien, le président sortant a justifié ses distances avec Ian Khama en expliquant que sa politique avait nui à l'image du parti au pouvoir.

« Le BDP se portera mieux » sans lui, a-t-il ajouté, anticipant « une large victoire, un raz-de-marée électoral ».

Tout aussi sûr de lui, le chef de l'UDC, Duma Boko, a, lui aussi, pronostiqué son succès et une alternance à la tête du pays. « Je

Contrairement à d'autres pays voisins, l'importance des enjeux ne devrait toutefois pas menacer la stabilité du Botswana.

« Quoi qu'il arrive, j'accepterai les résultats », a assuré Mokgweetsi Masisi. « Le Botswana ne sera jamais en crise parce que l'un ou l'autre ne gagne pas (ce scrutin), il y aura d'autres occasions (...), on ne va pas se battre », a-t-il promis.

Aucun scrutin n'est jamais apparu si serré mais les analystes confirment ne pas redouter des débordements post-électorales, même si le chef de l'opposition a dénoncé l'inégalité de traitement des partis dans les médias publics tout au long de la campagne.

Plus de neuf cent mille électeurs sont inscrits sur les listes électorales du Botswana, pour une population de 2,2 millions d'habitants. Outre le BDP et l'UDC, deux autres partis ont présenté des candidats pour les cinquante-sept sièges du parlement local. Le parti qui disposera de plus d'élus choisira le chef de l'Etat. Les résultats sont attendus d'ici à la fin de la semaine.

N.N'G. et AFP

SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

Vladimir Poutine se confie à l'Agence d'information publique russe

En prélude à la rencontre qui s'ouvre ce 23 octobre, entre les deux parties, dans la ville russe de Sotchi, le locataire du Kremlin a accordé une interview à Tass. En voici l'intégralité.

Question : Le sommet de Sotchi est appelé à ouvrir un nouveau chapitre dans les relations entre la Fédération de Russie et les pays d'Afrique. Les participants amèneront à Sotchi leurs idées concernant le développement de la coopération. Et la Russie, qu'est-ce qu'elle est prête à proposer aux États du continent? Quel est l'atout principal de la Russie que vous présenterez aux chefs des délégations lors du sommet? Quel est le volume des investissements russes dans l'économie des pays africains que vous espérez atteindre, disons, dans les cinq ans à venir?

Vladimir Poutine : La Russie et les pays africains sont liés par des relations traditionnellement amicales, mises à l'épreuve du temps. Notre pays a joué un rôle significatif dans la libération du continent en aidant la lutte des peuples d'Afrique contre le colonialisme, le racisme et l'apartheid.

Plus tard, nous avons aidé les Africains à protéger leur indépendance et leur souveraineté, à établir les États, à mettre en place les fondements des économies nationales, à créer des forces armées aptes au combat. Les spécialistes soviétiques et puis russes ont construit d'importants sites de l'infrastructure, des centrales hydroélectriques, des routes, des entreprises industrielles. Des milliers d'Africains ont reçu une formation professionnelle de qualité dans nos universités. De nombreux leaders actuels des pays africains s'en souviennent bien et apprécient notre soutien. Nous n'oublions pas ces pages de l'histoire non plus.

Aujourd'hui, le développement et le renforcement des relations mutuellement avantageuses avec les pays africains et leurs groupements d'intégration font partie des priorités de la politique extérieure russe. Très bientôt, nous serons témoins d'un événement historique, sans précédent: le 24 octobre, Sotchi accueillera le sommet Russie - Afrique. C'est le premier sommet à part entière qui rassemblera les leaders des pays africains et les dirigeants des groupements régionaux majeurs. L'idée d'organiser un tel événement a surgi il y a longtemps, mais il a fallu du temps et de grands travaux préparatoires pour que le sommet devienne le point de départ pour des relations de partenariat équitables, fondées sur l'égalité en droit et l'intérêt pratique mutuel.

Nous attendons que nos collègues africains, représentants du milieu d'affaires, amènent à Sotchi un portefeuille important de propositions visant à élargir les relations bilatérales. Et que les dirigeants des organisations régionales africaines nous fassent part de leurs considérations, comment développer ensemble la coopération multilatérale. Nous allons examiner ces idées avec intérêt et réfléchir sur ce qui peut être réalisé dès maintenant et ce qui demandera une étude supplémentaire.

La Russie a aussi des projets concernant la croissance future des relations avec le continent africain. Nous visons à discuter ces idées avec nos partenaires, les systématiser et fixer de manière la plus concrète possible dans la déclaration finale. En plus, il est important de définir les mécanismes pour réaliser les accords qui seront atteints lors du sommet à Sotchi.

Je suis persuadé que le sommet sera une réussite car nous avons toutes les conditions préalables nécessaires. Aujourd'hui, les relations russo-africaines sont en plein essor. Un dialogue politique intense est en cours, y compris sur les questions de sécurité globale et régionale. Les liaisons interparlementaires s'élargissent. Le commerce mutuel augmente et se diversifie progressivement.

Ensemble avec la communauté internationale, la Russie prête une assistance intégrée à l'Afrique, y compris pour réduire le fardeau de la dette des États de la région. Nous réalisons

avec de nombreux pays les programmes «dette en échange du développement». Nous aidons à lutter contre la propagation de maladies transmissibles (y compris la fièvre hémorragique Ebola), à surmonter les séquelles des catastrophes naturelles, à régler les conflits existants et à prévenir de nouvelles crises. Nous assurons la formation des cadres nationaux africains dans les universités russes à titre gratuit et commercial. Nous établissons l'interaction dans le cadre des institutions de défense et des forces de l'ordre.

Mais l'ordre du jour de notre coopération est loin de s'y limiter. Nos partenaires africains voient et apprécient que la politique extérieure de la Russie, y compris en ce qui concerne le continent, est constructive. Que notre pays qui est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies se prononce pour la démocratisation de la vie internationale, soutient l'aspiration bien fondée des États africains de mener une politique indépendante et autonome et de définir leur avenir eux-mêmes, sans recommandations imposées. Avec ceci, nous ne soumettons pas notre soutien et les projets de développement proposés à des conditions politiques ou autres, aux préférences économiques et commerciales soi-disant «exclusives» qui sont en réalité léonines, nous n'imposons pas notre position - au lieu de cela nous respectons le principe proposé par les Africains eux-mêmes «solutions africaines aux problèmes africains».

En ce qui concerne le volume éventuel des investissements en Afrique dans les cinq ans à venir, ils sont bien considérables - aujourd'hui, nous sommes en train de préparer et de mettre en œuvre des projets d'investissements avec la participation russe mesurée en milliards de dollars. Les ressources dont disposent la Russie et les entreprises russes sont importantes. À notre tour, nous attendons que nos partenaires créent des conditions stables et prévisibles et les mécanismes de protection des investissements qui sont indispensables pour le business, qu'ils assurent un climat d'investissements favorable.

Question : Le monde moderne se distingue par une concurrence particulièrement élevée. La Russie est-elle prête à une compétition rude en Afrique, par exemple, avec la Chine ou les États-Unis? Voyez-vous des risques de protectionnisme, de conflits commerciaux ou de concurrence malhonnête envers la Russie? Quelles sont les méthodes de lutte? Cette compétition ne nuira-t-elle pas aux partenaires africains?

Vladimir Poutine : Oui, effectivement, ce ne sont pas seulement les pays de l'Europe occidentale, les États-Unis et la République populaire de Chine qui sont intéressés par le développement des relations avec les pays d'Afrique, mais aussi l'Inde, la Turquie, les États du golfe, le Japon, la République de Corée, l'Israël, le Brésil. Et ce n'est pas par hasard. L'Afrique devient de plus en plus un continent d'opportunités. Elle dispose d'énormes ressources et d'une potentielle attractivité économique. Ses besoins d'infrastructure augmentent, la population s'accroît rapidement et les demandes de cette dernière augmentent aussi. Donc, le marché intérieur et la consommation s'élargissent. Et là où il y a des perspectives considérables pour les investissements, pour le profit, il y a aussi la concurrence qui, malheureusement, dépasse parfois les bornes de la décence.

Nous voyons de nombreux États occidentaux recourir à la pression, à l'intimidation et au chantage des gouvernements des pays souverains africains. Par de telles méthodes, ils essaient de restituer l'influence et les positions dominantes perdues dans les anciennes colonies et - déjà sous un «nouvel emballage» - de



pomper des surprofits, d'exploiter le continent sans tenir compte ni des gens qui habitent ici ni des risques environnementaux ou autres. Et, peut-être, afin que personne ne s'oppose à cette politique, ils entravent l'établissement des relations plus étroites entre la Russie et l'Afrique.

Bien sûr, nous tenons compte de ces réalités et nous en tirons des conclusions appropriées. Et nous sommes prêts, non à une «répartition» des richesses du continent, mais à une concurrence pour la coopération avec l'Afrique. L'essentiel est qu'elle soit civilisée et se développe dans un cadre légal. Nous avons bien quelque chose à offrir à nos amis africains. C'est de cela, entre autres, qu'il s'agira lors du futur sommet.

Et, bien sûr, nous visons avec nos partenaires africains à défendre les intérêts économiques communs, à les protéger des sanctions unilatérales, y compris par la diminution de la part du dollar et le passage aux autres monnaies dans les règlements mutuels.

Je suis persuadé que les Africains ne sont pas intéressés par l'escalade de la confrontation des grands pouvoirs sur le continent. Au contraire, ils préféreraient que la rivalité se remplace par la coopération dans la lutte contre les défis tellement aigus pour l'Afrique comme le terrorisme, la criminalité, le trafic des stupéfiants, la migration incontrôlée, la pauvreté, les maladies transmissibles dangereuses. Je le répète, c'est à ce travail que la Russie est prête.

Notre agenda africain a un caractère positif, orienté vers l'avenir. Nous ne nous faisons pas des amis contre qui que ce soit et rejetons résolument les «jeux» géopolitiques quelconques autour de l'Afrique.

Question : Le modèle soviétique de la coopération avec les pays d'Afrique prévoyait souvent l'octroi de crédits. Cette politique s'est-elle justifiée? Est-ce que la Russie prévoit continuer la pratique d'octroi de crédits aux pays africains? Quels sont les autres mécanismes de soutien aux pays africains que vous êtes prêt à discuter?

Vladimir Poutine : Sans aucun doute, le modèle soviétique, avec ses avantages et ses inconvénients, s'est avéré suffisamment efficace à l'étape de l'établissement des États africains. Aujourd'hui, nous continuons à prêter une aide financière aux États d'Afrique. Cependant, si avant ces décisions étaient prises surtout pour des raisons politiques, aujourd'hui c'est fait dans le cadre d'assistance humanitaire.

Quant à l'octroi des crédits, aujourd'hui ils portent un caractère de marché. Par exemple, la décision est prise sur l'octroi à l'Égypte d'un

crédit de vingt-cinq milliards de dollars pour la construction de quatre exemplaires de la centrale nucléaire à El-Dabaa. Il s'agit justement d'un crédit de marché.

Je veux également noter qu'à l'époque post-soviétique, à la fin du XXe siècle, la Russie a annulé les dettes soviétiques des pays africains d'un montant de vingt milliards de dollars. C'était non seulement un acte de générosité, mais un geste pragmatique car beaucoup d'États africains étaient incapables de régler les intérêts pour ces crédits. C'est pourquoi nous avons estimé qu'il était optimal pour tous de prendre un nouveau départ pour la coopération.

Aujourd'hui, d'autres schémas s'appliquent à une partie de la dette restante. Par exemple, des accords intergouvernementaux sont réalisés selon le programme «dette en échange du développement» avec Madagascar, le Mozambique et la Tanzanie. Par analogie avec ces pays, nous prévoyons régler le reste de la dette de l'Éthiopie (163,6 millions de dollars) auprès de la Russie - le projet d'un accord en question est en train d'être coordonné.

Je voudrais aussi rappeler que la Russie apporte des contributions aux programmes internationaux de l'assistance à l'Afrique, dans le cadre du Programme des Nations unies pour le développement, de l'Organisation mondiale de la santé, du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Organisation internationale de protection civile. Parfois, l'aide est prêtée en nature. Ainsi, depuis 2011, nous avons fourni aux représentations du PAM en Afrique deux cent cinquante-huit camions Kamaz. Une autre partie de soixante-quinze camions vient d'être expédiée.

Avec ceci, le recours aux nouveaux mécanismes financiers ne signifie aucunement le renoncement aux crédits, au contraire, il élargit et enrichit la palette des instruments pour l'aide au développement. Il favorise l'établissement de la coopération mutuellement avantageuse entre la Russie et les pays d'Afrique.

Tous ces problèmes seront examinés au forum économique du 23-24 octobre. Nous sommes prêts à écouter les propositions de nos partenaires africains et à faire part de nos propres considérations.

Question : La coopération militaire et technique a été précédemment une des sphères de coopération de Moscou avec les pays d'Afrique. Y a-t-il des projets visant à élargir l'interaction dans ce domaine? Préparez-vous des projets ou contrats concrets pour les discuter avec les participants au sommet?

Vladimir Poutine : Oui, effectivement, les traditions de notre coopération militaire et tech-

SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

Vladimir Poutine se confie à l'Agence d'information...

nique ont des racines profondes. Elle s'est formée aux toutes premières étapes de l'établissement des États africains et a joué son rôle dans la lutte des peuples du continent pour l'indépendance. Et nos partenaires africains l'apprécient hautement.

Aujourd'hui, des accords sur la coopération militaire et technique sont en vigueur avec plus de trente pays africains auxquels nous expédions une large nomenclature d'armes et de matériel. Bien sûr, elle est expédiée en partie à titre gratuit. Mais c'est une pratique habituelle suivie par tous les pays majeurs du monde.

Il est encourageant de voir que le partenariat militaire et technique continue d'évoluer énergiquement. Et souvent ses initiateurs sont les pays africains eux-mêmes qui sont conscients qu'il faut savoir protéger son indépendance et sa souveraineté, y compris face aux groupes extrémistes et terroristes. De là, une motivation de plus pour l'interaction avec la Russie qui possède une expérience riche de la lutte contre le terrorisme, y compris en Syrie.

Nos partenaires africains participent activement aux forums et manœuvres militaires et techniques, organisés par la Russie où ils prennent connaissance des modèles prometteurs des armes et du matériel militaire russes, de l'expérience de leur emploi. De notre part, nous allons contribuer à la préparation des cadres militaires des États africains et participer à la formation des soldats de la paix africains.

Question : La coopération sociale et humanitaire est nommée parmi les sujets du sommet. Pourquoi la Russie vient-elle en aide à l'Afrique si les questions sociales sont loin d'être résolues à l'intérieur de la Fédération de Russie elle-même ?

Vladimir Poutine : L'aide humanitaire à

l'Afrique est prêtée par de nombreux États du monde. Et dans chacun d'entre eux – que ce soient les États-Unis, la France, la Chine ou d'autres pays – les problèmes du secteur social, c'est-à-dire de la santé, de l'éducation, de la culture, sont loin d'être résolus.

La Russie octroie aussi de l'aide humanitaire aux États africains, mais sans réduire le financement de ses propres programmes. En plus, les bonnes qualités de l'humanisme, de la charité, du soutien au moment difficile sont inhérentes à notre peuple.

Je vais vous citer un exemple récent. La Russie, comme beaucoup d'autres États, a prêté son aide aux pays africains frappés du cyclone tropical Idai en avril 2019. Des convois humanitaires russes ont été expédiés au Zimbabwe, Malawi et Mozambique – des tentes multiplace, des couvertures et des produits alimentaires d'un poids de trente tonnes pour chaque pays.

Nous continuons à participer activement à l'assistance intégrée à l'Afrique. Ainsi, depuis octobre 2017, la partie russe participe à la mise en œuvre au Mozambique du projet du Programme alimentaire mondial des Nations unies pour la création d'un système d'alimentation scolaire, d'un montant de quarante millions de dollars. Et à Madagascar, un projet est mis en œuvre pour l'introduction des technologies modernes et des équipements de désinfection, d'un montant allant jusqu'à quinze millions de dollars.

Nous aidons aussi nos amis africains dans le développement de la santé publique. Car les maladies transmissibles dangereuses ne connaissent pas de frontières. Ainsi, la Russie a été parmi les premiers à réagir à l'épidémie de la fièvre hémorragique Ebola en assignant soixante millions de dollars à la lutte contre la maladie. Aujourd'hui, le «Centre de recherche

microbiologique et de traitement des maladies épidémiologiques» fonctionne en Guinée. La Russie a fait une contribution de vingt millions de dollars au programme de la Banque mondiale pour la réalisation de l'Initiative mondiale de la lutte contre le paludisme.

Et ces exemples sont nombreux. Je veux souligner la participation de la Russie à la lutte contre la pauvreté, les maladies dangereuses, d'autres menaces de caractère global, la prévention des risques potentiels, comme on dit, «à distance» – correspond entièrement à nos intérêts nationaux.

Question : Les questions de sécurité sont très aigües dans de nombreux pays d'Afrique. Cela empêche le travail des entreprises russes là-bas. Allez-vous aborder des questions de sécurité lors du sommet et proposer des mesures pour son renforcement ? Par quoi la Russie est-elle prête à aider à surmonter les conflits sur le continent ?

Vladimir Poutine : L'interaction dans le domaine de la sécurité régionale reste une composante importante dans les relations de la Russie avec les pays du continent africain. Ce n'est pas par hasard que le slogan de notre sommet est «Pour la paix, la sécurité et le développement». Sans résoudre ces problèmes aucune avancée progressive n'est possible.

La situation dans de nombreuses régions de l'Afrique reste instable: des conflits nationaux et ethniques ne sont pas réglés, des crises aigües sociales et économiques ne s'arrêtent pas. Une activité intense est menée au nord de l'Afrique, dans la région de Sahara-Sahel, du Tchad et de la Corne de l'Afrique par de nombreuses organisations terroristes, y compris Daech, Al-Qaïda, «Boko Haram», «Al-Shabab».

Les forces armées et de l'ordre de nombreux pays africains ne sont pas capables de s'opposer seuls aux combattants et ont besoin d'une aide importante.

Nous allons tenir le cap de l'élargissement des contacts entre les services spéciaux et les forces de l'ordre de la Russie et des pays d'Afrique dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, la propagation de drogues, le blanchiment d'argent, la migration illégale, la piraterie.

La pratique de formation des cadres militaires nationaux et des agents des forces de l'ordre africaines dans les grandes écoles du Ministère de la défense de la Russie et du ministère de l'Intérieur de la Russie, y compris à des conditions préférentielles ou gratuitement, est bien recherchée. Par exemple, au cours des cinq dernières années seulement plus de 2 500 militaires des pays d'Afrique ont suivi des cours dans les établissements de formation militaire du ministère de la Défense de Russie.

Nos partenaires africains participent activement aux événements organisés par la Russie comme le Forum militaire et technique international et les rencontres des hauts représentants en charge des questions de sécurité. Onze pays africains ont participé aux Jeux internationaux de l'armée «ArMI-2019». Et le nombre de ceux qui voudraient s'y joindre augmente toujours.

Finalement, tous ces programmes poursuivent le même objectif – aider les Africains à résoudre eux-mêmes les problèmes existants de la sécurité, ce qui permettra de renforcer les États africains eux-mêmes, leur souveraineté et leur indépendance. Ce qui veut dire que la situation dans le monde entier deviendra plus stable et prévisible.

Agence Tass

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 21 AU 31 OCTOBRE

MARDI 22 OCTOBRE
18H30 18^{ÈME} FÊTE DU CINÉMA D'ANIMATION
CINÉ-CLUB : WARDI

MERCREDI 23 OCTOBRE
15H00 DÉBAT D'IDÉES : "FAIM ZÉRO" (ODD2) : MYTHE OU RÉALITÉ ?
19H00 MERCREDI À LA CAFÈT' : DUCE 2 LA NONOCIT2

JEUDI 24 OCTOBRE
15H00 RENCONTRE LITTÉRAIRE : LE CONTE DE FONTAINEBLEAU DE RAMSÈS BONGOLO
19H00 HUMOUR : 12^{ÈME} ÉDITION DU FESTIVAL TUSEO

VENREDI 25 OCTOBRE
19H00 HUMOUR : 12^{ÈME} ÉDITION DU FESTIVAL TUSEO

SAMEDI 26 OCTOBRE
10H00 ANIMATIONS : LES RENDEZ-VOUS DE LA MÉDIATHÈQUE (SAMEDI DES PETITS LECTEURS, L'HEURE DU CONTE, CAFÉ PHILO ET RENCONTRES DE SCRABBLE)
19H00 HUMOUR : 12^{ÈME} ÉDITION DU FESTIVAL TUSEO

DIMANCHE 27 OCTOBRE
17H30 DIMANCHE À LA CAFÈT' : LES BANTOUS DE LA CAPITALE

tuseo

Pour plus d'info veuillez consulter notre agenda du mois sur
www.institutfrancais-congo.com

ZTE CONGO SARL

Recherche :

Assistant exécutif / Homme ou Femme

Responsabilités :

1-Responsable de la gestion de la logistique, y compris des véhicules, de l'environnement de bureau, etc.

2-Responsable de la gestion quotidienne des présences, de la gestion des contrats et de la coordination des affaires quotidiennes du personnel local.

3-Dispositions relatives au transport des personnes en partance aux aéroports et aux côtes, traitement des visas.

Exigences de l'emploi

1-Expérience en administration depuis 7 ans ou plus, 2 ans ou plus en tant que responsable administratif travaillant dans une entreprise ou une entreprise étrangère.

2-L'anglais et le français peuvent communiquer et être utilisés comme langue de travail.

3-Travail soigné et exécution forte.

Si ce poste vous intéresse, vous pouvez envoyer votre CV à l'adresse suivante :

rosemonde_loemba@yahoo.fr

Nous organiserons une interview unifiée dans un proche avenir.

Je vous remercie !

AVIATION CIVILE

L'OACI félicite le Congo pour des progrès significatifs réalisés

L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), dont le siège se trouve à Montréal, au Canada, a congratulé le pays pour les efforts remarquables fournis, au terme de la mission de validation coordonnée (ICVM) de juin 2019.

Selon l'Agence nationale de l'aviation civile, cette mission a été effectuée conformément aux lignes directrices et aux principes énoncés dans le Manuel du programme universel d'audits de supervision de la sécurité - surveillance continue (Doc 9735) de l'OACI, ainsi qu'au Protocole d'accord signé entre la République du Congo et l'OACI. A l'issue de cet examen, le statut des questions de protocoles jugées satisfaisantes a été traduit par un taux de conformité global (EI) actualisé de 66,99%, situé au-delà de la moyenne mondiale.

Le bon résultat réalisé par le Congo n'a pas pour autant sonné le glas des responsabilités à assumer. Bien au contraire, le pays a pris l'engagement de poursuivre son effort à travers la réalisation de certaines actions prioritaires. Il s'agit notamment de :

compléter et renforcer le mécanisme de résolution des pro-



Les délégations du Congo et de l'OACI lors de la mission de validation/DR

blèmes de sécurité ; mettre en œuvre de façon appropriée, les programmes de formation pour les personnels de supervision

de la sécurité ; mettre en œuvre le processus et les procédures détaillées de certification, de délivrance des licences, de super-

vision des services de navigation aérienne et des aérodromes ; s'assurer que tout octroi de permis d'exploitation

aérienne (AOC) ou toute approbation particulière se déroule dans le strict respect chronologique des cinq phases du processus de certification ; veiller à la mise en œuvre des programmes de surveillance continue afin de s'assurer que toutes les activités menées par les exploitants soient conformes à la réglementation ; et enfin, conduire à terme le processus en cours de certification des aéroports de Brazzaville et Pointe-Noire pour tenir compte de l'effort de modernisation des infrastructures aéroportuaires réalisé par le gouvernement, dans le cadre du programme de municipalisation accélérée. Ce succès ouvre à l'Agence nationale de l'aviation civile les portes de la commission de l'Union européenne en vue de la sortie très prochaine des exploitants aériens de la République du Congo de la liste de sécurité de cette organisation.

Thierry Missat



REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET EAU, ELECTRICITE ET DEVELOPPEMENT URBAIN (PEEDU)
Financement : Banque mondiale
BP 2099 BRAZZAVILLE.

Tél. : [00 242] 556 87 87 Email : pedu_congo@yahoo.fr

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 005/PEEDU/2019 DU 15 OCTOBRE 2019 RELATIF A L'AUDIT EXTERNE FINANCIER ET COMPTABLE DU PEEDU

Publication du 15 Octobre 2019.

Le Gouvernement de la République du Congo et la Banque Mondiale (l'Association Internationale de Développement (IDA), la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement BIRD) ont convenu de cofinancer le Projet Eau Electricité et Développement Urbain (PEEDU) et voudrait utiliser une partie des ressources de ce crédit pour financer le contrat de services d'expertise d'un Cabinet pour la réalisation de l'audit externe financier et comptable régulier.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet, il est prévu le recrutement d'un Consultant pour la réalisation de l'audit financier et comptable des comptes du Projet. L'intervention de l'auditeur couvrira la période du 1er janvier 2019 au 30 avril 2021

Le PEEDU s'articule autour de trois composantes essentielles :

- une composante A : "INFRASTRUCTURES URBAINES ET SERVICES" subdivisée en deux sous-composantes: (i) une sous composante "infrastructures urbaines" et ; (ii) une sous-composante "appui institutionnel" ;
- une composante B : "APPROVISIONNEMENT EN EAU" subdivisée en deux sous-composantes: (i) une sous-composante "amélioration et extension des services d'approvisionnement en eau" ; (ii) une sous composante "appui à la réforme du secteur de l'eau" ;
- Une composante C : "REFORME DU SECTEUR DE L'ENERGIE ELECTRIQUE" subdivisé en cinq (5) sous-composantes suivantes: (i) Appui au MEH pour la réforme du secteur de l'électricité ; (ii) Appui au MEH pour des mesures clés nécessaires à la réforme ; (iii)

Amélioration du réseau de transport et de distribution de l'électricité de la SNE ; (iv) Amélioration des résultats opérationnels de la SNE dans les principales branches d'activités ; (v) Renforcement institutionnel et développement des capacités de la SNE.

L'objectif de l'audit financier et comptable est de permettre d'exprimer une opinion professionnelle et indépendante sur la situation financière consolidée du projet et sur les fonds reçus ; ainsi que l'éligibilité des dépenses effectuées avec les fonds.

La mission de l'auditeur couvrira les périodes suivantes :

- 1er janvier 2019 au 30 avril 2020 pour le financement IDA 47010 ; et
- 1er janvier 2019 au 30 avril 2021 pour les financements IDA 55410 et IBRD 84450.

L'Unité de Coordination du Projet PEEDU invite les firmes de consultants admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter ces services au moyen des brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, etc.

Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :

- Être un cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable indépendant, faisant profession habituelle de réviser les comptes, régulièrement inscrit au Tableau d'un Ordre des Experts Comptables reconnu au plan international par l'IFAC ou la FIDEF
- Avoir une expérience confirmée en audit financier des projets de développement et acceptable par l'IDA.

Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et Dons de l'AID de janvier 2011, version Révisée Juillet 2014.

Les consultants intéressés peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire (joindre l'accord de groupement).

Un consultant sera sélectionné selon la méthode « Sélection Fondée sur la Qualité Technique et le Coût (SFQC) » telle que décrite dans les Directives de Consultants.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi de 09 heures à 16 heures.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous au plus tard le 05 novembre 2019 à 12 heures.

Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU) - Unité de Coordination du Projet PEEDU - 2ème étage du siège du Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier - Brazzaville - République du Congo - Tél: [242]055568787.

Email : pedu_congo@yahoo.fr

Fait à Brazzaville, le 15 octobre 2019.

Le Coordonnateur du PEEDU
Maurice BOUESSO./



SANTÉ PUBLIQUE

Le Comité de coordination national renouvelle ses instances

Valérie Maba a été choisie, le 19 octobre, comme nouvelle dirigeante de la structure, une entité de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, au terme de l'assemblée générale ordinaire organisée à Brazzaville.

La nouvelle dirigeante succède au D. Benjamin Atipo pour un mandat de trois ans. Valérie Maba, de la société civile, a sous elle un bureau de trois membres représentant les délégués des secteurs public et privé ainsi que les partenaires techniques financiers.

Le poste du premier vice-président est revenu au Dr Romain Bagamboula Mpassi du secteur public. La représentante du Fonds des Nations unies pour l'enfance au Congo, Micaëla Marques de Sousa, répond au nom des partenaires techniques financiers, représentés à cette occasion par Didier Ngosaki.

La nouvelle présidente du Comité de coordination national (CCN) a rappelé, après son élection, l'im-



portance de son action qui ne pourra être accomplie qu'avec la collaboration des autres membres. « Le

cœur du CCN c'est le plaidoyer, le militantisme, bien que toutes les actions soient importantes. Nous devons aller au-delà de la mission qui nous incombe pour trouver des solutions », a-t-elle déclaré.

En ce qui concerne les engagements qui l'attendent, a-t-elle expliqué, ils sont axés sur le respect du décaissement de la contrepartie de l'Etat pour faciliter la mise en œuvre du CCN.

Le processus consiste à sortir le

pays de la politique de la sauvegarde additionnelle, à la mise en place des différents comités du CCN, au déclenchement du processus d'élaboration du nouveau modèle de financement 2021-2023, afin de le soumettre à leur partenaire, le Fonds mondial, courant mars 2020, ainsi que l'actualisation du manuel du comité pour l'adapter aux directives du Fonds mondial, etc.

Le président sortant a dressé le bilan des activités, soulignant l'ab-

sence des antirétroviraux, d'audit, du site web, la faible participation des fonds de l'Etat et bien d'autres. Notons que le choix du nouveau bureau s'est déroulé sous la supervision du président du bureau électif provisoire, Germain Céphas Ewangui. On a noté la présence de la ministre de la Santé et de la population, de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, Jacqueline Lydia Mikolo, des délégués du secteur public, de la société civile et les partenaires financiers.

Les agences du système des Nations unies, représentées à cette occasion par Pascal Baruani de l'ONU-sida, ont assuré le Congo de leur disponibilité, pour lui permettre de tenir ses engagements internationaux, en commençant par fournir les services de qualité en vue d'améliorer la qualité de vie des personnes infectées.

La ministre a rappelé que le Fonds mondial collecte et investit près de quatre milliards de dollars par année pour appuyer les programmes dirigés par les spécialistes locaux dans les pays. Le CCN a été créé en 2003 et réorganisé en 2007.

Lydie Gisèle Oko

« Le cœur du CCN c'est le plaidoyer, le militantisme, bien que toutes les actions soient importantes. Nous devons aller au-delà de la mission qui nous incombe pour trouver des solutions »,

ALPHABÉTISATION

Améliorer la qualité d'apprentissage pour les mineurs

La nouvelle stratégie proposée par la Banque mondiale (BM) entend perfectionner la scolarisation chez les enfants âgés de 10 ans.



Des élèves participant à la vidéo-conférence de la BM

Selon une étude menée par la BM et l'Unesco, un grand nombre d'enfants peine à lire à l'âge de 10 ans. Dans les pays en développement, plus de la moitié des enfants de cet âge, soit 52%, est privée des plaisirs et des bienfaits que procure le fait de savoir lire et comprendre un texte simple.

Dans les pays pauvres, le taux des apprentissages est de 78 % contre 8 % dans les pays riches. Du côté de l'Afrique subsaharienne, les chiffres sont encore plus alarmants. 86 % d'enfants, en fin de cycle primaire, ne sont pas en mesure de lire et de comprendre un texte court. « Cette pauvreté des apprentissages est un obstacle majeur qui compromet-

tra lourdement leur capacité à réaliser pleinement leur potentiel », indique le rapport de la BM présenté, le 18 octobre, à l'issue d'une vidéo-conférence.

Pour ce faire, l'institution financière internationale s'est dotée d'un nouvel objectif, à savoir « réduire de moitié au moins le nombre d'enfants ne sachant pas lire à 10 ans d'ici à 2030 ».

Plusieurs étapes fondamentales sont nécessaires pour cela, notamment permettre aux enfants de survivre et de grandir en bonne santé, garantir l'accès des familles à des services de qualité, veiller à l'égalité des chances entre filles et garçons, et offrir des opportu-

nités économiques à leurs parents.

La BM est déterminée à apporter des systèmes éducatifs de qualité à tous les niveaux dans les pays concernés, tout en s'assurant que ses efforts contribueront parfaitement à l'acquisition des fondamentaux par tous les enfants scolarisés en primaire.

Il sera également question de multiplier par deux les progrès à l'échelle mondiale, mais par deux fois et demie en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, mettre en place des interventions ciblées, renforcer les performances d'ensemble des systèmes éducatifs et faire de l'investissement dans l'humain un enjeu collectif.

Gloria Lossele

EDUCATION

Patrice Tsoumou promeut une école de qualité

Le président de la Dynamique pour la promotion de l'éducation de qualité pour tous et le développement a ouvert une campagne placée sur le thème « Promouvoir l'éducation de qualité pour tous ou périr ».

L'activité vise à faire du financement de l'éducation une cause commune et s'inscrit dans le cadre du point n° 4 des Objectifs de développement durable des Nations unies.

Ainsi, lors de l'ouverture de cette campagne, le président de la dynamique a déclaré : « Nous avons réalisé que les enfants congolais nous ont tous pour parents, nous avons cru et continuons à croire que nous avons intérêt à agir en demandant que la question de la recherche des moyens pour la promotion d'une éducation de qualité pour tous soit une cause commune. Nous ne laisserons plus cette seule charge aux parents biologiques et aux députés élus, associations et mutuelles du coin dont les moindres interventions se noient dans l'océan de l'immensité des défis à relever ». Cet appel à la mobilisation de tous pour l'éducation, a-t-il expliqué, est motivé par un constat selon lequel l'école des enfants congolais n'est financée que par l'Etat, les parents biologiques, les mécènes et autres bienfaiteurs. Ayant remarqué que le budget de l'Etat affecté à l'éducation ne semble plus être suffisant, Patrice Tsoumou a cru bon d'exhorter les Congolais, district par district, arrondissement par arrondissement, département par département, et commune par commune à pouvoir participer au financement de l'école.

Pour mieux expliquer son projet aux pouvoirs publics, Patrice Tsoumou a adressé une lettre au couple présidentiel, dont il pense être les premiers parents des enfants congolais.

Dans cette missive, il leur a rappelé que c'est, entre autres, faute d'une éducation scolaire mal menée que les enfants se livrent aujourd'hui au vandalisme et à la criminalité.

Roger Ngombé

AFRIKAN CAMPUS & MBA ESG

We will make you love learn and apply

AFRIKAN CAMPUS ET L'ÉCOLE ESG PARIS SE SONT ASSOCIÉS POUR PROPOSER DES PROGRAMMES DE MBA PARFAITEMENT ADAPTÉS À DES CADRES EN ACTIVITÉ GRÂCE À LA POSSIBILITÉ DE LES SUIVRE EN BLENDED LEARNING OU EN PRÉSENTIEL



**MBA
INTELLIGENCE
ÉCONOMIQUE
ET MARCHÉS
AFRICAINS**

L'intelligence économique ne devrait plus faire sensation dans les organisations en Afrique subsaharienne. Elle doit faire partie de l'ADN du chef d'entreprise, de l'entrepreneur et de toute l'Entreprise, car comme les Japonais le croient, l'information est le sang de l'Entreprise. L'intelligence économique est le lien entre la connaissance, l'organisation et l'action, et c'est pour cette raison qu'elle est une fonction transversale dans toute organisation et doit être pratiquée par tous.

LES SPÉCIALISATIONS :

- Comprendre la place de l'Afrique dans la compétition économique mondiale - les enjeux
- Approcher les marchés africains dans leur singularité
- Maîtriser les dynamiques de l'intelligence économique au sein des états des entreprises
- Protéger et sécuriser le patrimoine informationnel
- Comprendre et appliquer les techniques d'influence et de contre-influence
- Coupler intelligence économique et innovation questions africaines
- Une discipline est enseignée visant l'opérationnalité



**MBA DROIT
DES AFFAIRES
JURISTE
D'ENTREPRISE**

« OHADA, CEEAC, CEMAC, OAPI, ZLEC, OMC, CIRDI, CCI... Autant d'acronymes qui, aujourd'hui, doivent être connus et maîtrisés par tout juriste d'affaire africain, qui ne peut plus se limiter à connaître son droit national. Savoir conseiller les dirigeants de son entreprise dans le domaine de la fiscalité, de la conformité réglementaire, dans les opérations du commerce international, la sécurisation de ses contrats, de ses actifs matériels et immatériels, sont, notamment, des compétences incontournables qui font la différence entre le juriste d'entreprise « nouvelle génération » et le juriste généraliste classique. Ce sont ces compétences que le MBA fournira à ses étudiants. »

LES SPÉCIALISATIONS :

- Techniques juridiques
- Management et ingénierie financière
- Synthèse juridique
- Synthèse fiscale
- Gestion financière et management stratégique
- Outils et techniques



**MBA
MANAGEMENT
DE L'HÔTELLERIE**

Le MBA Management de l'hôtellerie vous donne accès à nos forums de recrutement de l'hôtellerie réunissant des groupes hôteliers et d'hébergements touristiques. À la participation au concours Accor Take Off et concours organisés par des grands groupes d'hébergement. À des voyages d'étude à l'étranger : visites de complexes hôteliers, casinos, rencontres d'entrepreneurs français et participation à des conférences. À des Conférences professionnelles et métiers dispensées par des experts reconnus. À des Alternance école-entreprise qui accélère l'insertion professionnelle des apprenants

LES SPÉCIALISATIONS :

- Environnement hôtelier
- Techniques de gestion et de négociation appliquées
- Environnement économique et juridique de l'hôtellerie
- Stratégie e-marketing
- Outils et techniques
- Projet professionnel de fin d'études

Plus d'informations : info@afrikancampus.com / +242 05 536 6979 / +242 06 844 5867 / +242 06 56 74 467

AFRIKAN CAMPUS, Tours Jumelles Villarecci, Avenue Amilcar Cabral, face Hôtel Radisson, Brazzaville (CONGO) info@afrikancampus.com / +242 05 536 6979 / +242 06 844 5867 / +242 06 56 74 467

Plus d'information sur : www.afrikancampus.paris

REMERCIEMENT

Rock Ngassakys et le couple Bokilo remercient infiniment tous ceux qui les ont assistés spirituellement, financièrement et matériellement, lors de leur cérémonie de mariage coutumier et à l'état civil, le 12 octobre 2019 à Brazzaville.

En particulier, le personnel de la SNPC distribution, MM. Tedi Christel Sassou N'Guesso, Lavy Sekangue Oba, Aimé Christian Wonga, Bouya Olanzobo ainsi que les parents, amis et connaissances en général.



PROGRAMME DES OBSÈQUES DE A.B. BOGNAMBÉ

La famille Bognambé (Ndzassa Marceline, Faustin, Christophe Urvan et Berthe Christine) a la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur frère, Aimé Blaise Bognambé, survenu le mercredi 16 octobre 2019 à 5h00, à l'hôpital de Talangai.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis entre deux rues : 36 rue Akelentsongo / 21 rue Konongo Massengo soprogi, Quartier Domaine, arrêt de bus Eucalyptus.

L'inhumation aura lieu vendredi 25 octobre 2019 suivant le programme ci-après :

- 9h : levée de corps à la morgue de l'hôpital de Talangai ;
- 10h : recueillement au domicile familial ;
- 13h : départ pour le cimetière privé Bouka ;
- 16h : retour et fin de la cérémonie.



PROGRAMME DES OBSÈQUES D'EDGARD PIERRE-YVES EWANY-OPANI

Le programme des obsèques de notre fils, frère et père Edgard Pierre-Yves-Ewany-Opani, décédé le 28 septembre 2019 à Johannesburg, en Afrique du Sud, se présente comme suit :

Mercredi 23 octobre 2019

-10h : arrivée de la dépouille à l'aéroport Maya-Maya et dépôt à la morgue municipale de Brazzaville.

Judi 24 octobre

- 9h00 : levée de corps à la morgue ;
- 10h00 : recueillement au domicile familial sis 88 rue Kintélé à Ouenzé (croisement avec l'avenue des Chars) ;
- 12h00 : message religieux et témoignages des proches ;
- 14h00 : départ pour le cimetière Ma Campagne ;
- 17h00 : fin de la cérémonie.



REMERCIEMENTS

Dominique Kouba, expert-comptable, ses enfants et sa famille, très touchés par les nombreuses marques de compassion, de soutien spirituel, moral et financier, remercient et expriment leur gratitude à la direction du Commissariat national aux comptes, aux confrères, aux amis et connaissances qui les ont assistés de près ou de loin, suite au décès inopiné de leur épouse, mère, tante, belle-fille et grand-mère, Lydie Fanie Liliane Tsakala-Matounga (maman Liliane), survenu le mardi 10 septembre 2019 et inhumée le jeudi 19 septembre 2019 à Pointe-Noire. Que Dieu Tout-Puissant vous rende au centuple vos bienfaits et que son âme repose en paix.



VIE DES PARTIS

L'UMP tiendra son congrès extraordinaire avant la fin de l'année

L'information a été donnée, le 22 octobre, à Brazzaville, par Jean Valère Mbani, président du comité de crise de la formation politique, lors d'un point de presse.



Valère Mbani entouré de deux autres membres du comité de crise DR

L'Union pour un mouvement populaire (UMP), un parti du centre, organisera finalement son congrès extraordinaire d'ici au mois de décembre, dans la capitale congolaise. S'exprimant au nom du comité de crise mis en place, le premier vice-président de ce parti, Jean Valère Mbani, a assuré que le travail confié aux deux commissions préparatoires installées en août dernier était suffisamment avancé.

« Il est entendu que le congrès extraordinaire du parti est inclusif. Tous les membres de l'UMP, y compris M. Tsalissan, y sont

conviés. Ce congrès sera un moment important où chacun devra s'exprimer librement. Chaque cadre aura le choix de ses ambitions et les visions concordantes s'uniront pour bâtir leur futur que chacun assumera », a déclaré le député de Yaya, rappelant que la vie du parti appelait au respect des institutions de la République et aux règles de la démocratie: la tolérance, l'écoute et le respect de l'autre.

Rappelons que l'UMP traverse depuis quelques mois une crise sans précédent. En effet, le parti est actuellement divisé en deux franges,

jouant au jeu de ping-pong avec des annonces de radiations de part et d'autre.

En effet, il y a d'un côté Jean Valère Mbani, qui est à la tête d'un comité de crise, et de l'autre, un groupe dirigé par le président-fondateur, Digne Elvis Tsalissan Okombi. Les deux camps réclament, chacun, la légitimité dans la gestion des affaires courantes du parti. Ces divisions sont à l'origine de l'incident du 16 octobre, survenu à l'hôtel Saphir, ayant occasionné un blessé, Frédérique Lahouya, secrétaire nationale de cette formation politique.

Parfait Wilfried Douniama

ZONE CÉMAC

La BDEAC obtient 71 millions d'euros destinés aux projets intégrateurs

L'aide budgétaire globale française en faveur de la sous-région est désormais logée à la Banque de développement de l'Afrique centrale (BDEAC). Un accord a été signé récemment entre elle et la commission Cémac.

L'aide française, auparavant versée directement sur le compte de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) avant la signature de l'accord, est rétrocédée à la BDEAC. Le document va permettre à l'institution financière de recevoir un montant additionnel de six millions d'euros en plus de soixante-cinq millions initialement mobilisés pour le financement des projets intégrateurs.

« À travers les avenants aux actes de rétrocession signés, la BDEAC réaffirme son positionnement et son savoir-faire en tant qu'institution de financement de la Cémac », a souligné un communiqué de la banque, ajoutant que les documents ont été signés en marge de la réunion de la zone franc, tenue du 10 au 11 octobre à Paris, en France.



Le vice-président de la BDEAC, Marcel Ondele, et le président de la Commission de la Cémac, le Pr Daniel Ona Ondo, représentaient la sous-région à la deuxième réunion des ministres des Finances de la zone franc au titre de l'année en cours.

La présence des représen-

tants de l'institution lors de la rencontre de Paris à l'affermissement de la coopération de la BDEAC avec d'autres institutions financières s'inscrit dans la logique de la dynamisation de ses interventions en tant qu'institution de financement du développement de l'espace communautaire.

Fiacre Kombo

GOUVERNANCE

Le Prisp soutient la mise en place de la cellule de suivi des réformes

Le nouvel organe, institué le mois dernier, est placé sous la tutelle du Premier ministre. Le Projet des réformes intégrées du secteur public (Prisp), qui a appuyé sa création, promet de financer le recrutement des consultants et les travaux techniques.

La réforme de la gouvernance est le premier axe majeur du Plan national de développement 2018-2022. La cellule de suivi des réformes devrait intervenir en tant qu'organe d'appui à la décision de la primature, chargée du suivi-évaluation des activités visant à améliorer la gouvernance du secteur public.

En effet, doté d'un comité de coordination et d'un secrétariat permanent, l'organe a pour mission de contribuer à l'amélioration de l'efficacité des marchés publics ; du processus de la réforme de l'État et de l'administration publique ; de la fiscalité forestière ; du système judiciaire et l'intensification de la lutte contre la corruption.

Dans les tout prochains jours, cinq experts-consultants nationaux individuels seront recrutés en vue de renforcer cette cellule de suivi des réformes. Pour un meilleur aboutissement de ce processus, les partenaires plaident en faveur de l'insertion de nouvelles composantes économiques et administratives nécessaires dans l'action gouvernementale. Ils sont également favorables au renforcement des capacités au niveau institutionnel, logistique et financier de l'État.

À noter que le Prisp est un projet du gouvernement financé par la Banque mondiale à hauteur de quarante millions de dollars, soit 23,445 milliards francs CFA, pour une période de cinq ans (2017-2022). Ce projet vise à maximiser la collecte des recettes financières domestiques hors pétrole et la gestion des finances publiques, la modernisation de l'administration publique, le renforcement de la redevabilité et la reddition des comptes.

F.K. et Gloria Lossele

ELECTRICITÉ

E2C dotée d'un véhicule de localisation de défauts souterrains

L'automobile a été officiellement remise, le 21 octobre à Brazzaville, au directeur de distribution, Jules Souka, par le représentant du Projet eau, électricité et développement urbain (Peedu), Paul Gulu.

Le nouveau véhicule permettra de détecter, localiser les défauts de câbles souterrains en moyenne tension (MT) ou basse tension (BT) avant d'assurer une quelconque maintenance. Pour ce faire, les agents de la société Energie électrique du Congo (E2C) bénéficieront,



Le véhicule réceptionné par la société E2C

du 22 au 25 octobre, d'une formation dispensée par une équipe de techniciens envoyée par le fournisseur, à savoir la société Megger. Pendant quatre jours, tous les aspects techniques en ce qui concerne l'utilisation de ce véhicule seront balayés afin d'en faire bon usage.

Pour Paul Gulu, le secteur d'électricité fait partie des contribuables très importants dans le modernisme ainsi que dans le développement du pays. A cet effet, ce véhicule de détection de panne sera d'une grande utilité. « Le véhicule facilitera la lecture et les interprétations des informations de localisation afin d'entretenir le réseau. Donc le travail sera davantage simplifié et accéléré », a-t-il indiqué.

Par ailleurs, le directeur de distribution de l'E2C, Jules Souka, a souligné que les installations souterraines ne sont pas leurs propres problèmes. Les câbles souterrains se dégradent avec le temps et se rompent. « On a constaté que le temps d'intervention face à une situation de panne était long. En ce qui concerne certaines pannes souterraines, il nous fallait toute une journée pour les rechercher et les détecter », a-t-il déclaré. « Grande est ma joie à la réception de cet investissement fait par le gouvernement par l'entremise de nos partenaires. Ce véhicule a plusieurs avantages, même sous les intempéries, les agents pourront ainsi faire une bonne recherche et étude afin de localiser la vraie source du problème », a-t-il ajouté.

Cofinancé par le gouvernement et la Banque mondiale, le Peedu a pour objectif d'accroître durablement l'accès des habitants des zones ciblées de Brazzaville et de Pointe-Noire aux infrastructures de base, à l'eau potable et à l'électricité.

G.L.



MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR

REUNION DE CONCERTATION AVEC LES SPECIALISTES EN VALEURS DU TRÉSOR POUR LA REPUBLIQUE DU CONGO



• HÔTEL RADISSON BLU - BRAZZAVILLE LE 24 OCTOBRE 2019 •

Comité d'organisation de la réunion
de concertation avec
les spécialistes des valeurs du trésor

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les spécialistes en valeurs du Trésor se retrouvent à Brazzaville

Le 24 octobre 2019 à l'Hôtel Radisson Blu, à Brazzaville, les spécialistes en valeurs du Trésor se retrouvent sous la houlette du ministère des finances et du budget, pour une concertation afin d'élaborer des stratégies adéquates pour promouvoir au Congo le mécanisme de financement que constituent les bons de trésor.

Dans un document publié à cette occasion vantant l'importance du financement par le biais du marché, intitulé : « POURQUOI INVESTIR DANS LES BONS DU TRÉSOR(1) et POUR TOUT SAVOIR SUR LES BONS DU TRÉSOR(2) », ces deux thèmes d'importance capitale donnent les réponses édifiantes, claires et nettes que nous nous avons pris le plaisir de résumer plus bas, ainsi qu'il suit:

1-« Optimiser votre portefeuille grâce à : un faible niveau de risque ; l'admission des Bons du Trésor au guichet de refinancement de la BEAC ; l'exonération des impôts ; un profit plus élevé par rapport à la pratique du marché ; rachat et/ou vente au marché secondaire ; un investissement adapté et flexible.

Les bons émissions du Trésor ont la réputation d'être les placements les plus sûrs du marché financier car ils sont garantis par les gouvernements.

2-Les bons du Trésor sont les titres les plus facilement négociables sur le marché monétaire. Ils sont émis par les gouvernements afin d'emprunter des fonds à court et à moyen terme.

Les Bons du Trésor sont émis avec des échéances allant de 3 mois à 1 an. Ils sont vendus en escompte, c'est-à-dire que le gouvernement les vend au-dessous du pair (valeur nominale) et les rembourse au pair à l'échéance. Les Bons du Trésor sont très populaires, car ils sont l'un des rares instruments du marché monétaire vendus à un prix accessible. Les Bons du Trésor ont la réputation d'être les placements les plus sûrs du marché financier, car ils sont garantis par les gouvernements. »

Que pense le directeur des Titres et Valeurs

Pour Armel Silvère DONGOU, le Directeur en charge des opérations monétaires et financières à la Direction Générale du Trésor public de la République du Congo, « Le Trésor public du Congo à l'instar des autres Trésors de la sous région n'est plus dévolu au seul rôle de la caisse de l'Etat, chargé de faire face aux règlements des dépenses publiques et encaissements des recettes, mais aussi celui du domaine très rentable des opérations monétaires ».

KOUILOU

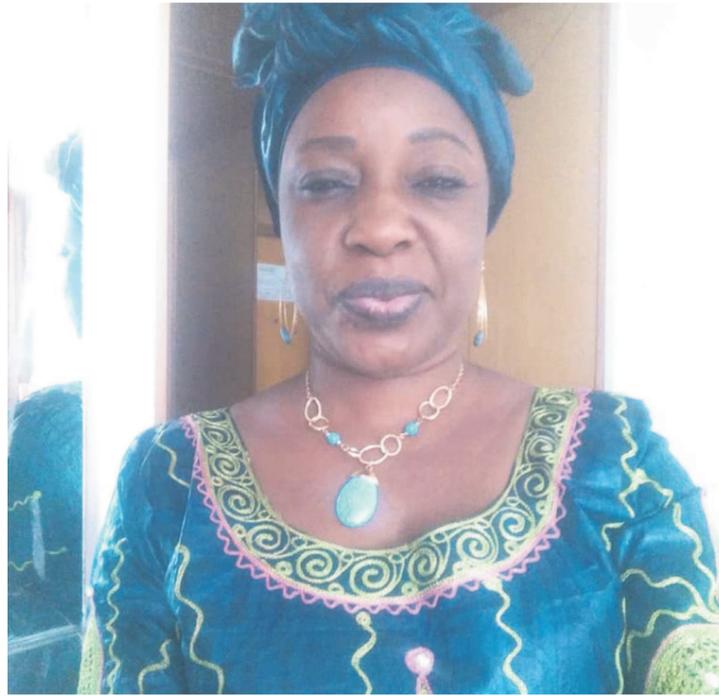
La ré-scolarisation des jeunes filles souhaitée

En marge de la Journée internationale de la jeune fille, célébrée le 11 octobre, la directrice départementale de la promotion de la femme, Doris Néné Ema Florice Samba, s'est entretenue, le week-end dernier, avec la presse locale, pour faire l'état des lieux sur la situation de la jeune fille dans le département.

La Journée internationale de la jeune fille vise à mettre en lumière ses besoins et répondre aux défis auxquels elle fait face. Doris Néné Ema Florice Samba, nouvellement nommée directrice de la Promotion de la femme au Kouilou, a indiqué que la situation de la jeune fille dans ce département n'était pas bonne, la mettant dans une position d'assistée.

Elle a, en effet, souligné la nécessité de ré-scolariser les jeunes filles rurales dont la majorité a abandonné l'école pour plusieurs raisons, entre autres, le manque d'orientation, les grossesses et les maternités

précoces, les violences sous toutes les formes. « Pour que la fille rurale trouve une vie meilleure, il faut la ré-scolariser; implanter des centres de santé en milieu rural pour faciliter le planning, inciter les filles à se scolariser; créer des formations sur les métiers qui recrutent, inciter la création des petites et moyennes entreprises ainsi que des petites et moyennes industries », a-t-elle souligné, tout en rappelant que les jeunes filles ont aussi droit à l'éducation et à la santé. C'est, d'ailleurs, dans ce cadre qu'elle les a invitées à se faire dépister du cancer.



Doris Néné Ema Florice Samba / Adiac

La directrice départementale de la Promotion de la femme a également exprimé à la presse son souci de communiquer pour se faire écouter non seulement par

les filles mais aussi par toute la population afin de promouvoir l'autonomisation des filles et l'application de leurs droits humains à tous les niveaux.

A cet effet, d'ailleurs, l'ONU Femme souligne, dans l'un de ses rapports: « De nombreux engagements pris en faveur des filles n'ont toujours pas été honorés. Chaque année, douze millions de filles de moins de 18 ans sont mariées, cent trente millions de filles dans le monde ne sont pas toujours scolarisées et environ quinze millions d'adolescentes de 15 à 19 ans ont été soumises à des rapports sexuels forcés. Plus de 1,1 milliard de filles dans le monde en ont assez. Cette année, l'ONU Femme a appelé à la concrétisation des engagements qui ont été pris, il y a près de 25 ans, ainsi qu'à l'instauration d'un avenir meilleur pour toutes et tous ».

Charlem Léa Itoua

VIE DES PARTIS

La 5^e session extraordinaire du comité central du PCT restituée aux militants de Pointe-Noire

Les membres du Parti congolais du travail (PCT) de la ville économique ont été officiellement informés, le 20 octobre, sous l'égide de Victor Foudi, président fédéral de ce parti, des travaux des assises tenues, du 11 au 12 octobre, à Brazzaville.

S'exprimant sur les principales questions abordées pendant la rencontre de Brazzaville, Victor Foudi a rappelé que ces retrouvailles s'inscrivaient dans le cadre des préparatifs du cinquième congrès ordinaire du PCT. Des commissions ont été ainsi mises en place, a-t-il expliqué, en vue de la réussite effective de ce rendez-vous. Parmi celles-ci, il a cité les commissions techniques, les commissions organisationnelles, les commissions d'ac-



La tribune officielle des travaux

cueils, etc.

Le président fédéral du PCT Pointe-Noire a aussi saisi l'occasion pour appeler certains membres retardataires à se

mettre à jour de la cotisation spéciale lancée pour l'organisation de ce cinquième congrès ordinaire et les cotisations statutaires.

« Les cadres du parti qui ne se sont pas encore acquittés de leurs cotisations doivent rapidement régulariser leur situation et même certains membres qui se sont déjà ac-

quittés de ce droit peuvent de nouveau le faire, selon l'intérêt que chacun accorde à la vie du parti », a-t-il conclu.

Séverin Ibara

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

FESTIVAL TUSÉO

Une quinzaine d'artistes humoristes attendue à Brazzaville

L'événement se déroulera du 24 au 26 octobre à l'Institut français du Congo et au Centre culturel russe, sur le thème « Quinze ans d'éclats...de rire ».

Le rendez-vous international du rire de Brazzaville groupera en trois jours de artistes humoristes et musiciens aux potentialités exceptionnelles d'Afrique et d'Europe. Cette douzième édition, présentée par l'association Union des femmes artistes du Congo, tient à rendre un vibrant hommage au comédien Kaba Ndu-di « Kabass », l'un des doyens de l'humour au Congo. Il a été source d'inspiration pour beaucoup d'humoristes, notamment à la comédienne congolaise, Germaine Ololo, fondatrice de la compagnie théâtrale « Issima » et du Festival international d'expression féminine.

Cette fête du rire s'annonce très chaleureuse avec une programmation très riche en spectacles, ateliers, rencontres, expositions, master class, projection et musique.

Le public brazzavillois découvrira les talents d'une multitude d'artistes

comédiens, humoristes et peintres qui viendront de différents horizons, notamment Naz'R de la République du Congo qui présentera « La vie de couple »; Djaust Pouna (Congo) dans « Le changement »; Yann Mounouata (Congo) qui livrera « Les bienfaits de l'humour »; Béranger Loundou (Congo) attendu dans « La vie est comme un match de football »; Stéphanie Bluetooth (Congo) qui proposera « L'univers de Stéphanie Bluetooth »; Kimana Formidable (Congo) : « Je rigole donc je suis »; Commandant Ngi (RDC) : « La tracasserie morale »; Kromozom (Benin) : « Mon père est un comique »; Pimientito petit piment (Cameroun) : « Dans la poubelle »; Moïse Tchafin Bangoura (Guinée Conakry) : « Natss aman »; Pathé Camara (Mauritanie) : « Unité nationale »; Tristan Lucas (France) : « Entier »; Valentin Vieyra (Togo) : « Les sans titres de Valentin ».

Les invités officiels en musique sont le groupe Miauh Style Music (Angola, France et Espagne); Achille Mouebo et Amy Flore (Congo).

Créé en 2003, le festival TuSéo œuvre depuis 2004 pour la promotion et la création contemporaine des humoristes d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique en donnant chaque année aux artistes professionnels ainsi qu'aux débutants l'occasion d'exprimer leurs talents et au public de se défouler. Il est initié par l'artiste comédienne congolaise, Lauryathe Cephyse Bikouta, qui vit entre Paris et Brazzaville.

« TuSéo » veut dire éclat de rire en langue vernaculaire, lari. Il désigne le premier festival international du rire en République du Congo dans la sous-région Afrique centrale. Cet évé

Qui sont donc ces humoristes ?

Valentin Vieyra, artiste humoriste

togolais et formateur en techniques d'écriture humoristique, est directeur et producteur du festival international d'humour le « Débat du rire », qui se déroule dans un format de saison chaque année. Sa quatrième saison sera lancée, le 23 novembre, à Lomé.

Son spectacle « Les sans titres de Valentin » est une autodérision construite avec des observations réelles et des comparaisons dans des sketches qui racontent, dans une ambiance comique et d'interactivité avec son public, le vécu quotidien de l'artiste, un quotidien commun à la jeunesse africaine. De son enfance passée auprès de sa grand-mère à la fois douce et rigoureuse, de son grand-père, en passant par son cursus scolaire particulier, ses relations amoureuses jusqu'à son actualité, Valentin Vieyra promet au public un délire total de rire, le 25 octobre. Il a

participé à la saison 8 du « Parlement du rire ».

Le spectacle « La tracasserie morale », de Commandant Ngi, humoriste de la République démocratique du Congo, retrace le mauvais comportement de la jeune fille de la génération WhatsApp, Imo, Facebook et Messenger. Commandant Ngi invite chacune d'elles à devenir agent des changements et avoir la capacité de s'auto évaluer, de se débarrasser des mauvaises compagnies, ainsi que de l'influence que nous subissons sur les réseaux sociaux.

Par contre, Béranger Loundou du Congo Brazzaville exhorte le public, dans son spectacle « La vie est comme un match de football », à garder espoir comme Liverpool face au Barcelone car la remontada est possible, peu importe ce qui arrive dans la vie.

Rosalie Bindika

LIVRE

« Mbote, un amour », un appel poétique à l'engagement citoyen

Paru en août dernier aux éditions Edilivre, le nouveau recueil de poèmes d'Hermann Mizidy évoque à la fois le respect écologique, les atouts des nouvelles technologies et les merveilles de la nature. L'ouvrage sera au cœur d'une présentation-dédicace, les 16 et 19 novembre, à Brazzaville puis à Pointe-Noire.

Après un premier recueil de poèmes, « Wa ! Ecoute ! », paru en 2016 aux mêmes éditions, l'auteur revient sur le devant de la scène littéraire avec son nouvel ouvrage « Mbote, un amour ».

Structuré sur cent quarante-quatre pages à travers soixante-seize poèmes, le deuxième recueil de l'écrivain congolais exalte autant la joie et la bonne humeur qu'il aime partager dans ses textes agencés subtilement.

Citoyenneté, amour, gaieté, espoir, respect, nostalgie, souvenir, responsabilité écologique, droits de l'homme... vont et reviennent dans une écriture singulière en vers libres et quelquefois en prose. Avec un accent particulier sur la vie sociale, Hermann Mizidy présente une littérature ayant pour but l'effet d'appels et de sensibilisation. C'est, d'ailleurs, pour cela que l'écrivain a pris du plaisir à composer des textes fluides, facilement compréhensibles, qui expriment de façon ludique et pédagogique l'importance d'être intègre, amoureux de soi et des autres, et de protéger l'environnement le plus tôt. Dans son livre, Hermann Mizidy fait particulièrement un clin d'œil utile aux langues du terroir, arrosé plus ou moins par la nostalgie de les voir disparaître si on ne les transmettait pas continuellement de génération en génération.

De simples textes classiques, l'auteur se distingue grâce à la beauté des descriptions et les différents messages transmis. A cet effet, il appelle aux appartenances et appropriations collectives, à un engagement personnel et en chœur de chaque bénéficiaire des bienfaits de l'environnement comme les avantages de recycler. « Etre une colombe porteuse de paix »,



Hermann Mizidy

comme le souligne-t-il. Attaché à la protection de l'environnement, les bienfaits du numérique et les valeurs religieuses, Hermann Mizidy est arrivé dans la littérature suite à sa participation aux ateliers d'écriture initiés par l'Institut français du Congo, il y a de cela plusieurs années. Après avoir vu l'un de ses textes « La nature » être publié dans le livre de lecture « Horizons d'Afrique CE1 », au programme de la formation scolaire au Congo-Brazzaville, l'auteur s'est senti booster et s'est lancé dans l'écriture jusqu'à ce jour. Comptable de formation, conseiller économique, attaché en télécommunication et numérique, Hermann Mizidy est également membre de l'équipe de coordination du Salon Osiane.

Par ailleurs, il est encadreur de la jeunesse en numérique et environnement. Notons que le livre est disponible en ligne sur les sites web de la Fnac et d'Amazon.

Merveille Atipo

SIXIÈME CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS DE VOLLEY-BALL ZONE 4

Interclub prend le dessus sur Mwangaza

L'équipe championne du Congo (seniors hommes) a difficilement gagné sa rivale de la République démocratique du Congo (RDC), 3 sets à 2, le 21 octobre, au Gymnase Henri-Elendé de Brazzaville, lors des matchs comptant pour la deuxième journée de la compétition.



Une séquence du match Interclub-Mwangaza/Adiac

Animée par certains Diables rouges comme Kounkou, l'équipe de l'Interclub a dominé les deux premiers sets (25-19 puis 25-17). La multiplication des échecs à la réception a conduit les poulains du coach Ibata de relâcher, donnant ainsi la possibilité aux joueurs de l'équipe adverse de remporter successivement deux sets (25-22 et 25-14). C'est finalement au tie-break que l'Interclub a déployé toutes ses forces pour remporter la partie, 15-13. Avant cette rencontre, l'équipe camerounaise des Forces armées et police (Fap) a battu, toujours dans la catégorie masculine, l'Espoir de la RDC, 3 sets à 0. Chez les dames, Vita Club de la RDC s'est incliné 3 sets à 0 face aux Gabonaises de Funny. La rencontre entre FC la Loi et DCMP, deux clubs de la RDC, s'est soldée en faveur des dames du FC la Loi, 3 sets à 0. Fap a, pour sa part, pris le dessus sur Canon de Djili, 3 sets à 0.

Bon début de Kinda Odzoho

La section masculine du club a aligné, dimanche, son deuxième succès en autant de matchs, après s'être imposée, trois sets à un, devant Volleyball club Espoir de la République démocratique du Congo. Kinda Odzoho débute bien le match en gagnant la première manche par 26 à 24 sans pourtant réussir à enchaîner. Le VC Espoir gagne le prochain set 25-17 puis

revient à la hauteur des Brazzavillois. La suite des débats a tourné à l'avantage de Kinda Odzoho qui a validé les deux derniers sets par des victoires étriquées (25-23, 25-22).

Lors du lancement de la compétition, le 19 octobre, cette équipe avait pris le meilleur sur Fap du Cameroun, trois sets à zéro. (25-21, 28-26 et 32-30).

Cependant, la section dame de Kinda Odzoho n'a pas été à la hauteur face à Funny du Gabon. Après avoir gagné le premier set 25-20, elle s'est inclinée finalement un set contre trois (14-25, 21-25 et 15-25). La deuxième rencontre des dames a tourné à l'avantage de Canon qui a triomphé devant La Loi au tie-break, trois sets à deux. Canon a gagné les deux premières manches (25-18, 25-17) avant que son adversaire refasse tout son retard (18-25, 23-25). Mais c'est au tie-break que cette équipe a eu le second souffle (15-11).

Le 20 octobre, la Direction générale de la sécurité présidentielle a battu V Club de Kinshasa sur tapis vert, trois sets à zéro (25-00, 25-00 et 25-00). Chez les messieurs, Fap s'est relancé en battant DCMP trois sets à zéro (25-11, 25-17 et 25-06). Mwangaza a dominé Inter sur ce même score.

James Golden Eloué et Rude Ngoma